

PÉTROLE

**Le baril de Brent légèrement sous les 100 dollars**

P 16

ÉNERGIE

## L'Algérie, sixième fournisseur de l'UE en GNL

*Le marché européen du gaz naturel liquéfié (GNL) connaît, en ce début d'année 2026, une recomposition rapide, marquée par une intensification de la concurrence entre fournisseurs. Dans ce nouvel échiquier énergétique, l'Algérie occupe désormais la sixième place parmi les exportateurs vers l'Union européenne. P 3*



Publicité

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

**La DGI scelle deux conventions stratégiques**

La Direction générale des impôts (DGI) a procédé, ce mardi, à la signature de deux conventions de coopération avec la Gendarmerie nationale (GN) et l'Office central de répression de la corruption (OCRC), dans l'objectif de renforcer la coordination entre les différentes institutions concernées. Ces accords s'inscrivent dans la mise en œuvre des orientations des pouvoirs publics visant à protéger l'économie nationale, à consolider la transparence et à intensifier la lutte contre la fraude fiscale, la corruption et les différentes formes de criminalité financière, notamment le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

P 3

MARCHÉ PÉTROLIER

**L'AIE prévoit un recul de la consommation mondiale en 2026**

Le marché pétrolier mondial s'oriente vers une inflexion majeure en 2026. Dans son dernier rapport, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipe une contraction de la demande mondiale de pétrole, un scénario qui rompt avec les prévisions de croissance formulées quelques mois plus tôt et qui traduit l'impact direct des tensions géopolitiques sur les équilibres énergétiques.

P 3

HYDROCARBURES

**L'Algérie et la Jordanie explorent de nouvelles perspectives de coopération**

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, s'est entretenu par visioconférence avec son homologue jordanien, le ministre de l'Énergie et des Ressources minérales, Saleh Ali Hamed Al Kharabsheh, en présence de responsables des deux pays, afin d'examiner les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine des hydrocarbures.

P 3

**SIPSA**<sup>®</sup>  
**FILAHÀ**  
**AGROFOOD**

24<sup>ème</sup>  
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR  
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL  
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

**18 > 21 MAI 2026**

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

**Afrika**  
Food Export

**DJAZAUA**<sup>®</sup>

## IMPORTATION DES ENTRANTS DE PRODUCTION

# Réouverture de la plateforme numérique du 14 au 30 avril

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, lundi dans un communiqué, la réouverture de la plateforme numérique destinée à l'importation des matières premières et des équipements nécessaires à la production actuelle, du 14 au 30 avril.

**D**urant cette période, il sera procédé au traitement des demandes complémentaires accompagnées de pièces justificatives (au format PDF) relatives aux cas de force majeure (incendies, accidents exceptionnels, pannes techniques...), à l'enregistrement d'une augmentation des lignes ou des capacités de production, ou à la signature d'un nouveau contrat d'exportation, précise le communiqué, soulignant que "toutes les demandes ne correspondant pas à

ces cas seront automatiquement rejetées". S'agissant des demandes de changement de banque de domiciliation bancaire pour ce qui est des banques commerciales dont l'agrément du Commerce extérieur a été retiré, le ministère invite les opérateurs économiques à prendre attaché avec la banque de domiciliation figurant dans le programme prévisionnel. Pour ce qui est de la possibilité de changer d'agence de domiciliation au sein de la même banque (d'une agence à une

autre pertinente de la même banque), le ministère invite à adresser une demande par email : banque@mcepe.gov.dz, avec les informations nécessaires (l'identifiant de la demande, motif du changement, relevé d'identité bancaire ancien et nouveau, ainsi que le numéro de téléphone). Les demandes de changement de domiciliation bancaire d'une banque à une autre «sont rejetées quel qu'en soit le motif», souligne le communiqué du ministère. **Rédaction**

## ENERGIE

### Coopération bilatérale dans le domaine des hydrocarbures

**L**e ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab s'est entretenu, mardi, avec le ministre jordanien de l'Energie et des Ressources minérales, Saleh Ali Hamed Al Kharabshah, sur les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des hydrocarbures, indique un communiqué du ministère. Lors de cet entretien, qui s'est déroulé par visioconférence en pré-

sence de l'ambassadeur de Jordanie à Alger et de cadres du ministère, les deux ministres ont passé en revue les relations de coopération entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, notamment les moyens de renforcer le partenariat entre les institutions des deux pays et le développement des échanges commerciaux, notamment dans les domaines de l'exportation du pétrole brut, du gaz de pétrole liquéfié

(GPL) et du gaz naturel liquéfié (GNL). Ils ont par ailleurs examiné les opportunités de coopération en matière d'approvisionnement de la Jordanie en ces ressources, ainsi que dans les domaines de distribution et de stockage des produits pétroliers. Par ailleurs, les deux ministres ont évoqué les développements du marché international des hydrocarbures et ses perspectives, procédant à un

échange de vues sur plusieurs dossiers d'intérêt commun, ajoute la même source. Pour sa part, le ministre jordanien a souligné que les discussions ont été fructueuses, exprimant la volonté de son pays de renforcer les relations de partenariat avec l'Algérie, d'intensifier les concertations économiques et l'échange d'expertises, au service des intérêts communs des deux pays.

## CHLEF ET TIARET

### Saisie de plus de 61 kg de kif traité

**L**es services des Douanes ont saisi, en coordination avec des éléments de l'ANP (ANP) et de la Gendarmerie nationale, 61,59 kg de kif traité dans les wilayas de Chlef et de Tiaret. La première opération eu lieu dans la wilaya de Chlef, où les agents ont déjoué une tentative de

contrebande portant sur 60,5 kg de kif traité. L'intervention a également permis la saisie d'un véhicule touristique et l'arrestation d'un individu. La seconde opération, dans la wilaya de Tiaret, a conduit à la saisie de 1,09 kg de kif traité, l'interpellation d'un suspect ainsi que la confiscation

d'un moyen de transport utilisé dans cette activité illicite. Les services de sécurité ont présenté les deux suspects, dans ces affaires de trafic de kif traité à Chlef et Tiaret, devant les juridictions compétentes, conformément à la législation en vigueur. **R.N**

## SPORT

### Le COA lance une plateforme numérique pour moderniser la gestion des événements internationaux

**L**e Comité olympique et sportif algérien (COA) poursuit ses efforts de modernisation du secteur sportif national à travers le lancement d'une plateforme numérique avancée dédiée à la gestion des manifestations sportives internationales, a indiqué mardi l'instance dans un communiqué. S'inscrivant dans le cadre des re-

commandations du Comité international olympique (CIO) et dans une démarche de transition vers le numérique, le COA a organisé une session de formation au profit des représentants des fédérations sportives nationales. Cette rencontre a porté sur les modalités d'utilisation et d'exploitation de la nouvelle plateforme digitale ré-

cemment mise en service, dans le cadre de la vision "zéro papier". Considérée comme la pierre angulaire du projet "Vers la digitalisation", cette plateforme vise à remplacer progressivement les échanges et procédures administratives traditionnelles sur support papier, tout en accélérant la circulation de l'information entre le COA et les différentes

instances sportives. Elle ambitionne également de renforcer la transparence et d'assurer une meilleure précision dans le traitement des données liées au sport. Dotée d'outils logistiques et techniques intégrés, la plateforme a été spécialement conçue pour la gestion des événements sportifs internationaux. Son déploiement effectif coïn-

cide avec la participation de l'Algérie aux Jeux méditerranéens 2026, permettant ainsi aux équipes administratives et techniques de tester son efficacité, notamment en matière de gestion des délégations, des inscriptions et du suivi en temps réel des activités. **R.N**

## TEXTILE

### La 9 édition du Salon international Textyle Expo du 20 au 22 avril à Alger

**L**a 9 édition du Salon international du textile, habillement, cuir et équipement "TEXTYLE EXPO", se tiendra du 20 au 22 avril 2026 au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, avec la participation de 200 exposants, indique mardi un communiqué des organisateurs. "Ce rendez-vous annuel réunira plus de 200 exposants, dont 60 internationaux

et 140 nationaux représentant des pays leaders dans ce domaine, notamment la Chine, la Turquie, l'Egypte, l'Inde, la France et la Tunisie", ajoute le communiqué. L'événement constitue une opportunité pour les opérateurs économiques de nouer de nouveaux partenariats, dans l'objectif de renforcer la compétitivité des entreprises algériennes et d'améliorer

la qualité du produit local afin de favoriser son positionnement sur les marchés internationaux. Cette édition proposera également un riche programme de conférences réunissant différents acteurs du secteur autour des enjeux majeurs au développement et de la modernisation de l'industrie du textile et cuir, précise la même source.

A cette occasion, une Masterclass sera organisée par une école italienne spécialisée dans le but d'explorer et de valoriser la mode algérienne, d'améliorer la qualité, de moderniser et d'adapter le secteur aux nouvelles tendances, afin de répondre aux besoins des marchés national et international, selon le communiqué. **R.E**

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

**Siège social**

Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**

Centre : SIA

**Distribution**

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## ÉNERGIE

# L'Algérie, sixième fournisseur de l'UE en GNL

Le marché européen du gaz naturel liquéfié (GNL) connaît, en ce début d'année 2026, une recomposition rapide, marquée par une intensification de la concurrence entre fournisseurs. Dans ce nouvel échiquier énergétique, l'Algérie occupe désormais la sixième place parmi les exportateurs vers l'Union européenne.



Par Z.R.

Les exportations algériennes de GNL à destination de l'Europe se sont établies à 0,88 million de tonnes au premier trimestre 2026, selon les données de la plateforme spécialisée Attaqa.net.

Dans le même temps, les importations de GNL de l'Union européenne ont progressé de 12 % sur un an, pour atteindre 28,28 millions de tonnes sur la période, soutenues par un hiver rigoureux et par la nécessité de sécuriser les approvisionnements dans un contexte géopolitique tendu. Cette dynamique de la demande n'a cependant pas bénéficié de manière homogène à l'ensemble des fournisseurs. Les États-Unis dominent largement le marché européen avec 16,34 millions de tonnes exportées, en hausse de 27 %, consolidant leur statut de premier fournisseur. La Russie se maintient en

deuxième position malgré un recul de ses livraisons, tandis que le Qatar, en net repli, voit sa place contestée par le Nigeria. Dans ce paysage en mutation, la Norvège se distingue par une progression significative de 47 % de ses exportations.

Les tensions géopolitiques ont, par ailleurs, joué un rôle déterminant. La fermeture partielle du détroit d'Ormuz, consécutive au conflit au Moyen-Orient, a perturbé les flux en provenance du Golfe, notamment ceux du Qatar et des Émirats arabes unis.

Si cette situation aurait pu constituer, une opportunité pour des fournisseurs alternatifs, elle a surtout provoqué une redirection des flux mondiaux et une intensification de la concurrence entre acheteurs européens et asiatiques sur le marché spot. Dans les premiers jours de la crise, les prix du gaz en Europe ont ainsi bondi de près de 70 %, sous l'effet

de ces tensions sur l'offre, avant de se stabiliser à la faveur d'une trêve temporaire. Cette forte volatilité a favorisé les acteurs disposant de capacités flexibles et d'une présence affirmée sur le marché spot, au détriment de fournisseurs plus contraints.

Par ailleurs, les évolutions réglementaires en Europe redessinent les perspectives à moyen terme. L'Union européenne s'apprête à renforcer progressivement ses restrictions sur les importations de gaz russe, avec des interdictions visant d'abord les contrats de court terme dès avril 2026, puis les engagements à long terme à l'horizon 2027. Ces décisions ouvrent potentiellement des marges de manœuvre pour d'autres fournisseurs, dont l'Algérie. Toutefois, la capacité du pays à tirer parti de ces opportunités dépendra de son aptitude à accroître ses volumes exportables et à améliorer sa compétitivité.

## HYDROCARBURES L'Algérie et la Jordanie explorent de nouvelles perspectives de coopération

Par Selma R.

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, s'est entretenu par visioconférence avec son homologue jordanien, le ministre de l'Énergie et des Ressources minérales, Saleh Ali Hamed Al Kharabsheh, en présence de responsables des deux pays, afin d'examiner les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine des hydrocarbures.

Cette rencontre a permis de dresser un état des lieux des relations existantes entre les deux pays dans le secteur énergétique, tout en identifiant de nouvelles pistes de consolidation. Les discussions ont notamment porté sur les opportunités de développement de partenariats entre les entreprises nationales, dans un contexte marqué par une recomposition des marchés internationaux de l'énergie. Les deux parties ont également abordé les possibilités d'élargissement des échanges commerciaux, en mettant l'accent sur l'exportation de pétrole brut, de gaz de pétrole liquéfié et de gaz naturel liquéfié. Dans ce cadre, la question de l'approvisionnement de la Jordanie en ressources énergétiques algériennes a été évoquée, traduisant un intérêt croissant pour le renforcement des flux commerciaux entre les deux pays.

Par ailleurs, ces discussions ont mis en lumière les perspectives de coopération dans les domaines du stockage et de la distribution des produits pétroliers, considérés comme des axes stratégiques pour accompagner le développement des infrastructures énergétiques. Les deux ministres ont également échangé leurs analyses sur l'évolution des marchés internationaux des hydrocarbures et leurs perspectives, dans un environnement marqué par de fortes incertitudes et une volatilité accrue des prix.

À l'issue de cette rencontre, la partie jordanienne a qualifié les échanges de fructueux, réaffirmant sa volonté d'approfondir le partenariat avec l'Algérie. Elle a également exprimé son intérêt pour le renforcement des concertations économiques et le développement du partage d'expertises, dans une logique de coopération durable et mutuellement bénéfique.

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ FINANCIÈRE La DGI scelle deux conventions stratégiques

La Direction générale des impôts (DGI) a procédé, ce mardi, à la signature de deux conventions de coopération avec la Gendarmerie nationale (GN) et l'Office central de répression de la corruption (OCRC), dans l'objectif de renforcer la coordination entre les différentes institutions concernées. Ces accords s'inscrivent dans la mise en œuvre des orientations des pouvoirs publics visant à protéger l'économie nationale, à consolider la transparence et à intensifier la lutte contre la fraude fiscale, la corruption et les différentes formes de criminalité financière, notamment le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Cette initiative traduit la volonté des

autorités d'instaurer une véritable complémentarité entre les institutions de contrôle, de sécurité et de justice. Une telle approche intégrée vise à apporter une réponse plus efficace et durable aux défis croissants de la criminalité financière, tout en contribuant à renforcer la confiance et la transparence dans les transactions économiques. La cérémonie de signature, organisée au siège du ministère des Finances, s'est déroulée sous la supervision du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, du ministre de la Justice, Lotfi Boudjemaa, ainsi que du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, le général-major Mohamed Salah Benbicha. Plusieurs responsables institutionnels ont également pris part à cet événement, dont

le commandant de la Gendarmerie nationale, le général Sid Ahmed Berroumana.

Dans le détail, la première convention a été signée entre le directeur général des impôts, Djamel Hanniche, et le commandement de la Gendarmerie nationale. La seconde a été conclue entre la DGI et l'OCRC, représenté par son directeur général Karim Khedaïria. Ces accords traduisent une volonté commune de renforcer la coopération interinstitutionnelle à travers des mécanismes plus structurés et plus performants. Au cœur de ces conventions figurent le développement de l'échange d'informations et le renforcement de la coordination opérationnelle, notamment à travers l'intégration d'outils numériques sécurisés et

modernes. L'objectif est d'améliorer la détection et le traitement des infractions économiques et financières, dans un contexte où ces formes de criminalité deviennent de plus en plus complexes et sophistiquées. Les domaines de coopération couvrent, en particulier, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, la corruption, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme ainsi que l'enrichissement illicite. Les deux conventions prévoient également le partage d'expertises et la mise en place de programmes de formation conjoints, afin de renforcer les capacités des différents acteurs impliqués et d'assurer une action coordonnée et efficace sur le terrain.

R.H

## TRAVAUX PUBLICS

**Djellaoui préside une réunion de travail sur les modalités d'homologation des matériaux de construction**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, lundi, une réunion de travail consacrée à l'examen de l'état d'avancement du dossier relatif aux modalités d'homologation des matériaux de construction, de maintenance, et d'exploitation des ouvrages, indique un communiqué du ministère. Cette réunion a eu lieu au siège du ministère en présence des cadres de l'administration centrale et du directeur général de l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CCTP). La rencontre a permis de souligner l'importance de l'opération d'homologation des matériaux de construction, de maintenance, et d'exploitation des ouvrages pertinents du secteur, en tant qu'élément essentiel pour garantir la sécurité, améliorer la performance de ces ouvrages et assurer leur conformité aux normes juridiques et techniques en vigueur, souligne le communiqué.

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Chaib reçoit le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA**

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a reçu, lundi au siège du ministère, le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), M. Bankole Adeoye, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre qui s'est tenue en présence du secrétaire général du ministère, M. Lounès Magramane, a permis d'évoquer "les développements de la situation politique et sécuritaire dans le continent" et de passer en revue les aspects de "la coopération étroite entre l'Algérie et la Commission de l'UA", dans le cadre du renforcement des mécanismes de l'action africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité, a précisé la même source. "L'accent a été mis sur le rôle pivot de l'Algérie au double plan régional et continental dans le renforcement de l'action africaine commune, en vue de relever les défis sécuritaires et de promouvoir des solutions africaines aux problèmes africains", ajoute le communiqué.

APS

## AAPI

**Discussions avec le groupe égyptien «Ezz Steel» pour un projet de production de DRI**

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a reçu, lundi à Alger, une délégation du groupe égyptien "Ezz Steel", pour examiner les opportunités d'investissement dans le secteur de l'industrie sidérurgique en Algérie, indique un communiqué de l'AAPI. La délégation égyptienne est composée de plusieurs responsables du groupe, à leur tête le membre délégué de la société « Ezz Steel », Raed Beblawy, en sus de membres et cadres dirigeants chargés des différents

aspects techniques, juridiques et de développement, précise la même source. A cette occasion, le groupe "Ezz Steel" a présenté un exposé sur le projet d'investissement qu'il entend concrétiser en Algérie. Il s'agit de la production de fer à réduction directe (DRI), avec des perspectives d'extension pour inclure la création d'un complexe industriel intégré couvrant les différentes étapes de production du fer et de l'acier.

De son côté, l'AAPI a passé en revue avec

la délégation égyptienne le climat d'investissement en Algérie, notamment les dispositifs réglementaires en vigueur, les incitations et avantages accordés aux investisseurs, outre les mécanismes d'accompagnement et de mise à disposition du foncier industriel en fonction des spécificités techniques des projets.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts de l'AAPI visant à explorer les opportunités d'investissement en Algérie et à renforcer les capacités de production na-

## FISCALITÉ

**La DGI lance une amnistie «exceptionnelle» à 8 % à une catégorie de contribuables**

La Direction Générale des Impôts (DGI) a annoncé ce lundi le lancement d'un dispositif exceptionnel de régularisation fiscale. Prévue par l'article 93 de la Loi de finances pour l'année 2026, cette mesure per-

met aux contribuables de régulariser leur situation contre une taxe libératoire unique de 8 %, sans aucune application de sanctions ou de pénalités de retard. Ce dispositif, qui se veut avant tout incitatif,

offre une chance de mise en conformité spontanée pour les fonds non déclarés avant la clôture de l'exercice en cours.

Qui peut bénéficier de cette mesure ?

Le communiqué de la DGI précise que ce dispositif s'adresse à un large éventail d'acteurs économiques, qu'ils soient déjà connus des services fiscaux ou non. Sont ainsi éligibles : Les personnes physiques domiciliées fiscalement en Algérie.

Les personnes morales de droit algérien (sociétés commerciales, civiles, coopératives et établissements publics).

Plus concrètement, cette amnistie concerne aussi bien les opérateurs non identifiés que ceux identifiés mais n'ayant pas rempli leurs obligations, ou encore les contribuables dont les déclarations habituelles comportent des insuffisances.

Qui est exclu de la régularisation fiscale 2026 ? Les secteurs non éligibles

Toutefois, le fisc a tracé des lignes rouges.

Le dispositif n'est pas « porte ouverte » pour tous.

Rédaction

## MASCARA

**La campagne labours-semailles a concerné près de 60.000 hectares de terres céréalières**

La campagne labours-semailles, qui s'est achevée récemment dans la wilaya de Mascara, a ciblé une superficie évitant les 60.000 hectares de terres destinées à la culture des céréales, a indiqué, lundi, le directeur par intérim des Services agricoles (DSA), Benaoumer Sellam. M. Sellam a précisé à l'APS que la campagne de travaux-semailles pour la saison agricole en cours a dépassé les objectifs fixés, qui étaient de 56.000 hectares de terres programmées pour les cultures céréalières, soit un taux de réalisation supérieur à 105%. Il a ajouté que cette campagne a connu, cette saison, "un grand essor", grâce aux conservés dans la région, notamment durant les mois de décembre, janvier et mars, ce qui a permis d'augmenter les superficies travaillées et semées en différentes variétés de céréales. La campagne concerne une superficie totale proche de 60.000 hectares, répartie comme suit : environ 14.000 hectares de blé dur, près de 5.900 hectares de blé tendre, plus de 32.200 hectares d'orge et plus de 2.600 hectares d'avoine, selon le même responsable. Par ailleurs, la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Mascara a distribué, durant cette campagne, plus de 58.600 quintaux de semences traitées et certifiées, en plus de répondre aux besoins en engrais et autres fertilisants augmentant à plus de 18.000 quintaux. Il convient de noter que la direction des Services agricoles a mobilisée divers moyens pour assurer la réussite de cette campagne, notamment la mise à disposition de

4.500 tracteurs, plus de 2.700 unités de matériel de main d'œuvre, plus de 100 semoirs, 370 épandeurs d'engrais, 260 machines de traitement chimique et près de 1.000 remorques. A rappeler que la wilaya de Mascara a enregistré, lors de la saison agricole précédente (2025), une production dépassant les 170.600 quintaux de différentes variétés de céréales, selon les statistiques de la même direction

APS

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR  
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 12 أبريل 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Avril 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>		أسعار التجزئة <sup>2</sup>		المنتجات
	DA / Kg		دج / كغ		
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	64	73	55	البطاطا
	Tomate	205	222	189	الطماطم
	Oignon sec	101	111	91	البصل الجاف
	Ail sec	915	1025	805	الثوم الجاف
	Carotte	114	128	101	الجزر
	Navet	115	128	101	اللفت
	Choux fleur	170	187	154	قرنبيط
	Choux	100	112	88	الكرنب
	Courgette	119	133	105	الكوسة
	Haricot vert	320	346	294	الفاصولياء الخضراء
Laitue	132	146	117	الخس	
Fruits frais	Orange	256	308	204	البرتقال
	Citron	198	224	172	الليمون
	Pomme locale	439	533	345	فواكه طازجة المحلي
	Datte	501	632	370	التمر
Produits d'origine animale	Banane	445	461	429	الموز
	Viande bovine locale	1970	2126	1813	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	378	391	364	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

## Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,34	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,06	-0,69	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,49	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 148,00	2195,00	+2,19	-1,18	-3,24	10,47	5,69	1000	2 195 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,96	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,44	3,97	5,00	0	0,00

## MARCHÉ PÉTROLIER

# L'AIE prévoit un recul de la consommation mondiale en 2026

*Le marché pétrolier mondial s'oriente vers une inflexion majeure en 2026. Dans son dernier rapport, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipe une contraction de la demande mondiale de pétrole, un scénario qui rompt avec les prévisions de croissance formulées quelques mois plus tôt et qui traduit l'impact direct des tensions géopolitiques sur les équilibres énergétiques.*

Synthèse S. R

Selon l'agence, la consommation mondiale devrait reculer d'environ 80 000 barils par jour sur l'ensemble de l'année, alors qu'une progression de plus de 600 000 barils quotidiens était initialement attendue. Ce retournement s'inscrit dans un contexte international marqué par l'escalade des tensions au Moyen-Orient, où les perturbations des infrastructures énergétiques et des routes maritimes ont profondément désorganisé les flux d'approvisionnement. La fermeture du détroit d'Ormuz, point de passage stratégique pour une large part du pétrole mondial, a notamment contribué à propulser les prix vers les 100 dollars le baril. Cette flambée des cours pèse directement sur la consommation, en particulier dans les régions les plus dépendantes des importations, à l'image de l'Asie et du Moyen-Orient. À court terme, le ralentissement s'annonce encore plus marquer. L'AIE prévoit une chute de la demande de près de 1,5 million de barils par jour au deuxième trimestre 2026, soit la plus forte baisse trimestrielle depuis la crise sanitaire mondiale. Cette contraction est portée par le recul de la consommation de carburants clés, tels que le kérosène, le naphta et le gaz de pétrole liquéfié, sous l'effet combiné de la hausse des prix et des tensions sur l'offre. Dans le même



temps, l'offre mondiale subit également un repli significatif. La production a diminué de plus de 10 millions de barils par jour en mars, pour s'établir autour de 97 millions de barils quotidiens. Ce recul s'explique en grande partie par les ajustements opérés par OPEP+, ainsi que par des baisses de production dans plusieurs pays producteurs, malgré des hausses ponctuelles observées aux États-Unis et au Brésil. Malgré cette double contraction, le marché devrait rester en situation d'excédent, avec un surplus estimé à 410 000 barils par jour en 2026. Toutefois, cet excédent apparaît nettement inférieur aux anticipations précédentes, ce qui reflète une réduction des

marges de manœuvre et une volatilité accrue du marché.

Les stocks mondiaux témoignent eux aussi de ces tensions. Ils ont reculé de 85 millions de barils en mars, en raison notamment des perturbations logistiques liées au détroit d'Ormuz. Les pays asiatiques importateurs ont puisé dans leurs réserves, tandis que des volumes importants ont été stockés en mer au Moyen-Orient, signe des difficultés d'acheminement vers les marchés finaux. L'activité de raffinage n'est pas épargnée. Les raffineries, particulièrement en Asie et au Moyen-Orient, ont réduit leurs cadences d'environ 6 millions de barils par jour face au manque d'approvisionnement.

Sur l'ensemble de l'année, la production de produits raffinés devrait diminuer, même si les marges connaissent une hausse temporaire en raison de la rareté de certains produits.

Dans ce contexte incertain, le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol, n'exclut pas un recours renouvelé aux réserves stratégiques pour atténuer les tensions sur les marchés. Il insiste toutefois sur le caractère ponctuel de cette mesure, qui ne saurait se substituer à un rééquilibrage durable entre l'offre et la demande. Au cœur de cette crise, l'évolution de la situation dans le détroit d'Ormuz demeure déterminante. Les flux y ont chuté de manière drastique, passant de plus de 20 millions à moins de 4 millions de barils par jour. Si des itinéraires alternatifs ont été mobilisés, ils ne compensent qu'en partie les pertes, accentuant les déséquilibres du marché.

Dans ce climat d'incertitude, l'AIE envisage un retour progressif des flux énergétiques d'ici la mi-2026, sans pour autant retrouver les niveaux d'avant-crise. Un scénario plus pessimiste reste toutefois envisageable en cas de prolongation des tensions. Dans tous les cas, la contraction attendue de la demande mondiale confirme que le marché pétrolier entre dans une phase de recomposition profonde, sous l'effet conjugué de la géopolitique et des nouvelles dynamiques énergétiques.

## HYDROCARBURES

## Arkab examine avec le vice-ministre coréen des Affaires étrangères les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, mardi, le vice-ministre des Affaires étrangères chargé des Affaires économiques et envoyé spécial du ministre des Affaires étrangères de la République de Corée, Park Yoonjoo, avec lequel il a abordé les voies et moyens de renforcer les relations de coopération entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. Lors de cette

rencontre, qui s'est déroulée en présence d'une délégation du ministère des Affaires étrangères de la République de Corée et de plusieurs cadres du ministère des Hydrocarbures, les deux parties ont examiné les moyens de développer la coopération algéro-coréenne, notamment dans les domaines des hydrocarbures et de l'industrie pétrolière et gazière, en passant en revue les projets en cours et les perspectives de

développement du partenariat. A cette occasion, les deux parties ont également discuté des opportunités d'investissement et de partenariat, particulièrement avec le groupe Sonatrach, à travers les différentes étapes de la chaîne de valeur, de l'exploration, la production au traitement et à la transformation, outre le renforcement des échanges commerciaux, notamment en matière d'exportation de pétrole brut, de gaz

de pétrole liquéfié (GPL) et de naphta, et de la coopération dans le domaine du dessalement d'eau de mer, ajoute la même source. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur "l'importance de développer des partenariats mutuellement bénéfiques basés sur le transfert de savoir-faire et d'expertise, la formation et le renforcement de l'intégration nationale dans les projets énergétiques, tout en encourageant les projets contri-

buant au développement durable et au transfert technologique", précise le communiqué. De son côté, le vice-ministre coréen des Affaires étrangères a souligné que cette visite "reflète la volonté commune de consolider les relations entre les deux pays et d'élargir les perspectives de coopération dans les secteurs stratégiques, au service des intérêts communs et pour le renforcement du partenariat bilatéral".

## ALNAFT

## BP obtient une autorisation de prospection en Algérie

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a annoncé, mardi dans un communiqué, l'octroi à British Petroleum (BP) d'une autorisation de prospection en Algérie, dans le bassin de l'Est.

"Dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer l'attractivité du domaine minier national et à promouvoir de nouvelles opportunités d'exploration, ALNAFT annonce l'octroi d'une autorisation de prospection à BP, acteur majeur

de l'industrie énergétique mondiale", a indiqué l'Agence dans son communiqué. Ce retour du géant BP en Algérie constitue "un signal fort de la confiance renouvelée des compagnies internationales dans le potentiel du domaine minier algérien ainsi que dans le cadre de partenariat promu par ALNAFT". Rappelant que le domaine minier algérien, qui s'étend sur plus de 1,7 million de km<sup>2</sup>, offrait de vastes zones à fort potentiel, dans un contexte marqué par l'évolution rapide des technologies

d'exploration, ALNAFT a souligné qu'elle impulsait ainsi "une nouvelle dynamique fondée sur l'innovation et l'intégration de technologies avancées, afin d'améliorer la connaissance du sous-sol et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la valorisation des ressources hydrocarbures". L'autorisation accordée à BP "s'inscrit dans cette dynamique et cible le bassin de l'Est, avec l'ambition de mobiliser des technologies de pointe dans les opérations de prospection afin d'appro-

fondir la connaissance du potentiel énergétique de cette région". A travers cette initiative, ALNAFT réaffirme sa volonté de "consolider la dynamique d'exploration, de mobiliser des investissements internationaux de premier plan et de soutenir le développement durable du secteur des hydrocarbures en Algérie, confirmant la position du pays comme destination stratégique pour l'exploration énergétique à l'échelle internationale.

APS

## DJELFA

## Lancement des travaux de dédoublement de la RN46 sur 60 km

Les travaux de dédoublement d'un tronçon de 60 km de la RN46 dépendant de la commune de Charef au chef-lieu de wilaya de Djelfa ont été lancés lundi. Selon sa fiche technique, ce projet, inscrit au titre du programme complémentaire de développement de la wilaya de Djelfa, a été doté d'une enveloppe de 12 milliards de DA, avec un délai de réalisation fixé à pas plus de 30 mois.

Lors du lancement des travaux de ce projet, qui s'est déroulé à proximité de la région de "Hammam Charef", le wali Djahid Mous a insisté auprès des entreprises réalisatrices sur la nécessité de renforcer le chantier par des moyens appropriés, tout en veillant à la qualité des travaux et au respect des délais contractuels, eu égard à l'importance de cet axe pour les usagers et les citoyens de la wilaya.

Le wali a souligné que ce type de projet "traduit les efforts de l'Etat pour la prise en charge des priorités de développement, notamment celles liées aux grandes infrastructures, au vu de leur impact socio-économique", rappelant que la wilaya est devenue un vaste chantier ouvert à de nombreux projets inscrits dans le cadre du programme complémentaire décidé en 2023 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Ce projet de dédoublement de cet axe stratégique, dépendant de Djelfa à ses communes de la région-ouest, englobe la réalisation de deux (2) ouvrages d'art et de deux (2) échangeurs, qui permettront, une fois mis en service, de fluidifier la circulation et d'éliminer les points noirs.

R.R.

## JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

## Plus de 750 consultations multidisciplinaires effectuées à Illizi

Plus de 756 consultations multidisciplinaires ont été effectuées par une équipe médicale du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nadir-Mohamed de Tizi-Ouzou au profit des patients à l'Établissement public hospitalier (EPH) Targui Ouan Timidhi d'Illizi, dans le cadre d'un jumelage inter-hôpitaux, à-on informé lundi des organisateurs.

Il s'agit de 231 consultations médicales en cardiologie, 184 en otorhino-laryngologie (ORL), 134 en neurologie, 86 en néphrologie, 83 en chirurgie urologique et 38 en neurochirurgie, a précisé à l'APS le coordinateur de l'opération de jumelage, Khemissi Gana.

Une session de formation destinée au personnel médical et paramédical local, portant sur les spécialités médicales probables, ainsi que le contrôle de la pression artérielle et la prise en charge des urgences en chirurgie urologique, étaient également au programme de ces journées médico-chirurgicales, selon la même source.

Encadrée durant la semaine dernière par 13 praticiens spécialistes, cette initiative vise à rapprocher les soins spécialisés des citoyens et à consolider la qualité de la prise en charge médicale, a-t-on souligné.

APS

## EL BAYADH

## Grandes opérations de développement au titre du programme de réhabilitation et d'extension du barrage vert

Plusieurs programmes et opérations de développement importants sont en cours dans la wilaya d'El Bayadh, dans le cadre du projet de réhabilitation et d'extension du Barrage vert, visant à faire apparaître les surfaces forestières et pastorales, renforcer le couvert végétal et lutter contre l'ensablement, ainsi que la désertification, a-t-on appris, lundi, auprès de la Conservation des forêts de la wilaya.

Le chef du service de l'expansion des richesses et de la protection des terres, Moumen Djalal, a indiqué à l'APS que le secteur des forêts poursuit la mise en œuvre de nombreux projets liés au reboisement, à la fixation des dunes de sable, aux plantations pastorales et aux ceintures forestières, couvrant une superficie de plus de 6.200 hectares. Ces opérations s'inscrivent dans le programme de plantation d'octobre 2025, qui s'étend sur 36 mois et concerne 16 communes de la wilaya.

Ce programme ambitieux vise la réhabilitation et l'extension du Barrage vert, l'élargissement des espaces forestiers et pastoraux, ainsi que la lutte contre l'ensablement et la désertification. Il comprend notamment la fixation des dunes sur 1.722 hectares, le re-

boisement forestier sur 838 hectares, les plantations pastorales sur 3.407 hectares et la réalisation de ceintures vertes sur 250 hectares, notamment le long des routes et de la ligne ferroviaire El Bayadh-Mecheria (Nâama), sachant que les travaux ont atteint des stades avancés de réalisation.

Par ailleurs, durant la campagne de plantation allant du 25 octobre 2025 au 21 mars 2026, près de trois millions de plantes forestières de différentes espèces ont été mis en terre dans le cadre de divers programmes, dont celui du Barrage vert, ainsi que des campagnes de volontariat telles que l'initiative nationale « Verte, avec la volonté de Dieu ». Pour l'année 2026, la Conservation des forêts a également élaboré un programme visant une superficie de 2.450 hec-

tares, comprenant des opérations de fixation des dunes, de plantations pastorales et d'arbres fruitiers. Ce programme est actuellement en phase de finalisation des procédures contractuelles et devrait être réalisé sur une durée de 36 mois.

A noter que le projet de réhabilitation et d'extension du Barrage vert, auquel les autorités publiques accordent une importance particulière, devrait couvrir dans la wilaya une superficie dépassant 425.000 hectares, répartie sur 16 communes, sur la période 2023-2030. Ce programme national devrait contribuer à l'augmentation de la superficie forestière de la wilaya, actuellement estimée à plus de 122.000 hectares, selon la même source

APS

## KHENCHELA

## 1,2 milliard DA pour réaliser des opérations de développement dans le secteur de l'hydraulique

Une enveloppe financière de 1,2 milliard DA a été allouée dans la wilaya de Khencchela pour la réalisation d'opérations de développement dans le secteur de l'hydraulique, a-on appris lundi auprès du directeur du secteur, Rachid Benachi. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé qu'il s'agit de 21 communes au titre du programme d'appui au développe-

ment socio-économique des communes et de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour l'exercice 2026. Ces opérations, dont le suivi est confié aux services des communes, concernent le fonçage de 24 forages, l'exécution de 28 actions d'extension et de rénovation des réseaux d'eau potable et la réalisation de 14 châteaux d'eau, selon le même responsa-

ble. Il sera également procédé à la réalisation de 37 opérations d'installation de canalisations d'assainissement au profit de plusieurs agglomérations et 7 opérations d'acquisition de pompes de réserve, selon la même source. D'après Rachid Benachi, la direction de l'hydraulique lancera également 13 projets de renforcement de l'approvisionnement en eau potable et prévoit en outre la

réception de projets de renforcement de la distribution d'eau potable dans quatre communes à partir du barrage de Taghrisset, en plus d'une station d'épuration des eaux usées à Chechar, de la réhabilitation de trois retenues d'eau et de la réalisation de systèmes d'approvisionnement en eau potable de sept collectivités depuis locales 13 fourrages.

Agence

## TIARET

## Lancement prochain du projet d'équipement de plus de 150 logements ruraux en panneaux solaires

Le lancement des travaux visant à équiper 157 logements ruraux dans la wilaya de Tiaret en panneaux solaires "est prévu prochainement", a-on avis, lundi, auprès du Cabinet du wali. La même source a précisé que ce projet, inscrit dans le cadre du programme d'investissement du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables pour l'année 2026, sera réalisé sous la supervision de la direction de distribution de l'entreprise

Sonelgaz à Tiaret. La concrétisation du projet "débutera dans les prochains jours, dès la sélection des entreprises chargées de sa réalisation, après le recensement des habitations concernées", a-t-on souligné. Ces logements sont répartis dans neuf zones steppiques et montagneuses, situées dans huit communes, difficultés à raccorder au réseau électrique classique en raison de leur dispersion et de leur éloignement des zones urbaines.

La même source a indiqué que cette énergie alternative permettra de fournir de l'électricité pour le fonctionnement des appareils électroménagers, ainsi que pour l'éclairage domestique. Elle a également souligné que les bénéficiaires de ce projet profiteront de séances de formation sur les méthodes d'entretien périodique de ces panneaux, afin d'assurer la continuité de leur production.

R.R

## EL-MENIAA

## Entrée en service d'un nouvel établissement hôtelier

Les structures d'accueil touristiques de la wilaya d'El-Meniaa ont été renforcées par l'entrée en service d'un nouvel établissement hôtelier appelé à contribuer à l'impulsion de la dynamique touristique dans la région, a-t-on appris lundi de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat (DTA).

Localisée au niveau de la RN-1, cet hôtel classé trois étoiles est équipé de moyens modernes répondant aux exigences des visiteurs et des professionnels, selon les explications fournies lors de la cérémonie d'inauguration présidée par les autorités de la wilaya.

Fruit d'un investissement privé, cet établissement dispose de 40 chambres, individuelles (20), doubles (11) et des suites (9), totalisant 63 lits, en plus d'un restaurant, d'une salle de réunions, d'une cafétéria, d'un parking-auto, d'une salle de prière et d'autres servitudes, selon la fiche technique.

L'entrée en service de cette structure hôtelière intervient au terme de procédures administratives et techniques pour l'obtention du permis d'exploitation, a expliqué la DTA de la wilaya d'El-Meniaa.

Dans son intervention inaugurale, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a

mis en avant l'importance de cette structure pour le renforcement des capacités d'accueil touristique dans cette wilaya, une destination touristique par excellence, aussi pour les touristes nationaux qu'étrangers, saluant la contribution de ce promoteur privé, à travers ce projet, à la promotion de l'investissement touristique dans la région. Portant l'enseigne "Suisse Hôtel", cette structure contribuera, au regard de ses objectifs à la promotion de la qualité des prestations touristiques, à attirer plus de touristes, générer des emplois et booster la dynamique économique dans la région.

# «Les règles du business ont changé : ce que les pionniers ont compris»

Les géants de la tech ont réinventé le business. Leur secret ? Une agilité réactive et subversive qui surclasse les modèles traditionnels.

Par **Véronique Nguyen, professeur adjoint à HEC (\*)**

Alors que nombre de grandes entreprises historiques continuent d'appliquer des préceptes hérités du XX<sup>e</sup> siècle, les géants américains de la tech et de nombreuses entreprises chinoises ont, dans une quête délibérée d'agilité et de vitesse, mis au point un nouveau modèle qui leur permet de surclasser leurs concurrents de la vieille école.

Ces nouveaux champions ne se contentent pas d'innover technologiquement. Ils ont réinventé en profondeur la manière de faire du business et ringardisé certaines approches qui ont encore pignon sur rue.

De grandes entreprises chinoises (BYD, Huawei, Xiaomi, Tencent, Alibaba, Ping an, ...) et américaines (Amazon, Google, Nvidia, ...) offrent aujourd'hui des laboratoires à ciel ouvert et bousculent plusieurs certitudes en matière stratégique et organisationnelle.

La clé de cette nouvelle approche est une agilité exceptionnelle, aux antipodes de l'inertie et de la bureaucratie que l'on avait fini par considérer comme un mal nécessaire. Cette agilité peut être réactive, pour s'adapter rapidement à des circonstances changeantes, ou subversive, pour provoquer des changements en sa faveur. L'effet d'ensemble sidère les rivaux, qui ne peuvent assimiler le flot continu des



avancées qu'une telle approche permet de produire en série. Subissant les événements, les entreprises traditionnelles en sont réduites à réagir à contre-temps, avec une multitude de coups de retard, sans jamais réussir à reprendre l'initiative.

Les entreprises qui étaient ainsi parvenues à prendre des positions dominantes en Chine, en exportant dans un paysage encore vierge leur concept, comme l'hypermarché pour Carrefour, ou leurs voitures, à l'image de Volkswagen, ont été progressivement dépassées par des groupes locaux plus inventifs et plus ra-

pides, structurés pour apprendre et se transformer en continu.

Les nouveaux champions déploient une stratégie « Bambou », qui repose sur un double portefeuille de racines et de tiges, en expansion continue. Les racines, constamment développées, sont partagées et recombinaées pour donner naissance à un foisonnement de nouvelles tiges qui, après sélection et développement rapide, régénéreront, compléteront ou remplaceront les branches matures ou déclinantes, tout en enrichissant en retour les racines. La manière dont les nouveaux leaders or-

ganisent l'effort collectif leur donne un méta-avantage compétitif. Iconoclastes, ils ont adopté une structure Bambou, en miroir de la stratégie : la plateforme, qui héberge les ressources et les services communs, les met à la disposition des branches semi-indépendantes, composées d'équipes autonomes, auto-suffisantes et polyvalentes. Ils travaillent mieux et plus rapidement, en raccourcissant leurs cycles de travail, en se synchronisant de manière fluide, en tirant un meilleur parti de leurs ressources et de l'intelligence de leurs collaborateurs. Les pratiques traditionnelles de contrôle et d'optimisation ont été profondément revues pour ne pas entraver leur croissance. Une forme de « gras » (duplications, redondances, échecs) est accepté comme le prix à payer pour la vitesse et l'innovation.

C'est ainsi que la compétition mondiale ne porte plus seulement sur les produits, les coûts ou la technologie. Elle se joue désormais sur les modèles stratégiques et organisationnels.

(\*) *Véronique Nguyen est professeur à HEC Paris. Ancienne directrice scientifique du MSc Strategic Management (aujourd'hui classé n°1 mondial par The Economist), elle assure également la direction académique de plusieurs programmes internationaux qui contribuent au rang de leader mondial d'HEC en Executive Education.*

Source: **la Tribune.fr**; publié le 07/05/2026

## La tech n'est plus un monde à part : elle est devenue l'économie

Par **Emmanuel Papadacci-Stephanopoli (\*)**

Nous avons longtemps opposé deux mondes. D'un côté, l'« économie réelle » (les TPE, les PME, les ETI, les grands groupes) avec leurs marchés, leurs contraintes, leurs cycles. De l'autre, la « tech » (startups, levées de fonds, licornes) perçue comme un univers parallèle, parfois brillant, parfois bruyant, mais réputé extérieur au cœur productif du pays.

Cette séparation, qui a longtemps rassuré, est entrain de devenir une erreur d'analyse. Car ce que l'on appelle encore la tech n'est plus un secteur. C'est une manière de faire de l'économie. Et, de plus en plus, c'est l'économie elle-même.

### Deux hiérarchies, deux logiques... en apparence

La confusion vient d'un malentendu : nous comparons des catégories qui ne décrivent pas la même chose. TPE, PME, ETI et grand groupe renvoient à une classification administrative et économique, utile pour mesurer, encadrer, financer, réguler. Startup, scale-up, licorne ou Big Tech, à l'inverse, ne décrivent pas une taille, mais une dynamique : un mode de construction, une vitesse d'exécution, une trajectoire de croissance. Une startup n'est pas une « petite entreprise » : c'est une organisation qui explore, teste, apprend vite, cherchant un modèle reproductible et scalable.

Une scale-up n'est pas une « PME qui marche bien » : c'est une entreprise qui a trouvé son marché et doit changer d'échelle sans se disloquer. Une licorne n'est pas un grand groupe : c'est une entreprise qui a atteint une valorisation critique avant d'avoir acquis la maturité organisationnelle qui fait la robustesse. À ce stade, on pourrait conclure que ces univers sont différents, et qu'ils relèvent de logiques distinctes. C'est vrai dans la définition. C'est de moins en moins vrai dans la réalité.

### Quand la tech devient la grammaire de la croissance

Le basculement que nous vivons n'est pas seulement technologique. Il est structurel. Pendant des décennies, la performance reposait sur la capacité industrielle, l'extension géographique, l'accumulation d'actifs, la standardisation. Aujourd'hui, une part croissante de la valeur se construit autrement : par la vitesse d'itération, l'automatisation, la capacité à orchestrer des écosystèmes et des effets de réseau, la modularité des organisations. Le logiciel n'est plus un outil ; il est un facteur de production. La donnée n'est plus un sous-produit ; elle devient un avantage concurrentiel. L'usage n'est plus un indicateur ; il devient un actif stratégique. Les cycles ne sont plus annuels ; ils sont continus. Et l'innovation n'est plus un département ; elle devient une modalité d'exécution, insérée dans la stratégie. C'est ici que la

conclusion s'impose : si l'on continue à appeler « tech » cet ensemble de méthodes, de modèles et de réflexes, on entretient l'illusion d'un monde à part. En réalité, ces règles se diffusent partout, parce qu'elles répondent à une contrainte universelle : rester compétitif dans un environnement où l'avantage se recompose plus vite. Dire que « la tech est the economy » n'est pas une posture. C'est un constat : l'économie adopte les codes de la tech parce que la tech a rendu visibles les nouvelles lois de la croissance.

### Paris, capitale européenne de l'hybridation

Paris illustre cette mutation avec une clarté particulière. La capitale s'est imposée comme la plus grande place des startups en Europe non par simple accumulation d'initiatives, mais parce qu'elle est devenue un espace d'hybridation entre entrepreneurs, recherche, capital, et grands donneurs d'ordre. On ne vient plus à Paris seulement pour créer une startup : on vient y apprendre à la faire grandir, à la financer, à la connecter à des marchés régulés, à des filières industrielles, à des clients exigeants. Cette hybridation transforme la relation entre startups et entreprises établies. Les grands groupes ne regardent plus les startups comme des curiosités périphériques : ils y voient des partenaires, des fournisseurs, parfois des accélérateurs de transformation, souvent des capteurs

des ruptures à venir. Et les startups, de leur côté, ne se révent plus seulement en disruptors : elles recherchent des clients, des terrains d'expérimentation, de la crédibilité, une compréhension intime des contraintes opérationnelles. Leurs relations changent de nature : elles deviennent industrielles, contractuelles, stratégiques, et donc mesurables. C'est pourquoi la vraie fracture ne se situe plus entre startups et grands groupes. Elle se situe entre les organisations qui ont compris que la transformation est devenue permanente, et celles qui continuent à traiter la tech comme un sujet périphérique. L'enjeu n'est pas de choisir un camp. L'enjeu est de comprendre que l'écosystème tech est un écosystème particulier, plus rapide, plus volatil, plus exposé, mais qu'il est désormais une matrice. Il ne ponctue plus l'économie : il en éclaire le devenir. Et Paris, par la densité de son tissu entrepreneurial, la qualité de ses talents, la présence de centres de décision, devient l'un des lieux où cette nouvelle économie se fabrique concrètement.

(\*) Directeur Délégué du Village by CA Paris et Managing Director du CorpoLab depuis Novembre 2025. Docteur en mathématiques et informatique (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), diplômé de l'Institut Technique de Banque et titulaire d'un Master en Senior Management Bancaire (ESSEC).

Source: **La Tribune.fr**; publié le 31/03/2026

## ARABIE SAOUDITE

**Une analyse économique témoigne de sa résilience face aux défis mondiaux**

L'Arabie saoudite a fait preuve d'une résilience et d'une flexibilité croissantes pour relever les défis mondiaux, comme le souligne la dernière analyse économique. Ces résultats ont été mis en lumière lors d'une réunion virtuelle du Conseil des affaires économiques et du développement, qui a examiné des rapports clés, y compris une mise à jour mensuelle du ministère de l'Économie et de la Planification sur les performances économiques mondiales et nationales pendant le mois d'août.

L'analyse reconnaît que les évolutions récentes reflètent les efforts continus du pays pour renforcer sa base financière et diversifier son économie, rapporte l'Agence de presse saoudienne.

La résilience économique du pays se reflète dans la baisse continue des taux d'inflation, qui sont tombés à 1,5 % en juin, et dans l'augmentation annuelle de 8,2 % des exportations de produits de base en mai, soulignant l'impact des efforts de diversification économique. La réunion comprenait également une analyse des perspectives économiques mondiales et de leurs implications pour l'économie nationale. En outre, le conseil a examiné le rapport financier du ministère des Finances pour le deuxième trimestre, qui détaille les indicateurs des recettes, des dépenses et de la dette publique. Le rapport aborde les améliorations de la qualité des services, les programmes de protection sociale, le développement des infrastructures et les progrès des projets stratégiques conformes à l'initiative saoudienne Vision 2030.

R.E.

## ÉGYPTE

**Le groupe industriel Indorama se lance dans la fabrication d'engrais**

L'Égypte est le deuxième producteur africain d'engrais chimiques après le Maroc. Si le pays d'Afrique du Nord est principalement reconnu pour privilégier la production d'engrais azotés, le segment des engrais phosphatés, encore peu développé, suscite l'intérêt des investisseurs.

Par Rédaction économique

Le conglomérat indonésien Indorama Corporation a franchi une nouvelle étape dans son expansion industrielle en Égypte. Le 8 avril dernier, l'entreprise a signé un accord avec l'autorité en charge de la zone économique du Canal de Suez pour implanter un complexe industriel intégré d'engrais phosphatés et de produits chimiques de base dans le pays. Selon un communiqué publié sur le site du gouvernement égyptien, ce nouveau projet sera réalisé dans le cadre d'un partenariat avec la société publique Misr Phosphate, spécialisée dans l'extraction et la commercialisation de roche phosphatée. Cette annonce marque les débuts d'Indorama dans le secteur des engrais en Égypte. Implanté dans le pays depuis 2007, le groupe indonésien opérait jusque-là dans la fabrication de plastiques et de matériaux d'emballage.

**Un plan d'investissement initial de plus de 500 millions \$**

La future usine de fabrication d'engrais sera basée sur un site de 52,2 hectares dans la zone industrielle d'Ain Sokhna. La première phase de développement du projet mobilise un investissement de 525 millions \$ et verra le complexe industriel doté d'une capacité de production de 600 000

tonnes d'engrais phosphatés ainsi qu'une gamme de produits associés tels que l'ammoniac, le soufre, la potasse (chlorure de potassium) et l'urée. D'après le communiqué, il produira également des produits chimiques spécialisés comme le sulfate de zinc, l'acide borique et le molybdate de sodium. Il est prévu que le projet soutienne les chaînes d'approvisionnement agricoles et industrielles, avec environ 80 % de la production destinée à l'exportation, contribuant ainsi au renforcement des capacités exportatrices de l'Égypte. Pour l'heure, les détails concernant la date de lancement des travaux et l'entrée en service de l'usine ne sont pas encore connus. Une fois opérationnelle, cette nouvelle installation devrait accroître la contribution des engrais phosphatés, encore marginale, aux recettes d'exportation d'engrais réalisées par l'Égypte. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que le pays des pharaons a expédié pour près de 2,18 milliards \$ d'engrais sur le marché international en 2024, dont 71 % proviennent des ventes d'engrais azotés. Les engrais phosphatés n'ont concentré que 13 % des recettes de l'industrie, suivis par les engrais composés (9,9 %) et les engrais potassiques (5 %).

Expansion africaine

## TUNISIE

**L'inflation fait du surplace en mars 2026, entre pressions saisonnières et prudence monétaire**

Le Conseil d'administration de la Banque centrale de Tunisie (BCT) s'est réuni pour examiner l'évolution récente de la conjoncture économique et financière, tant à l'échelle internationale que nationale, ainsi que les perspectives de l'inflation.

Cinq jours plus tard, l'INS a publié ses habituelles estimations mensuelles des prix à la consommation pour mars 2026 et son estimation de l'inflation pour le même mois, ainsi que celle de l'inflation sous-jacente. Cette dernière, dite aussi « core inflation », est une mesure de l'inflation qui exclut les produits aux prix volatils (énergie, produits frais) et réglementés (tabac, électricité) de l'indice général. Elle

permet de dégager la tendance de fond à long terme de la hausse des prix, utile aux banques centrales. Les données de mars 2026 publiées par l'INS confirment que l'économie tunisienne est entrée dans un régime d'inflation hybride : mi-monétaire, mi-structurelle.

La BCT a accompli sa part du travail — passer de 10 % en 2023 à 5 % en 2026 sans crise de change est une performance réelle. Mais elle a atteint la limite de ce que la seule politique monétaire peut réaliser. Briser le plafond de verre des 5 % requiert un « second souffle » dictant une réforme logistique, une mise à jour de l'IPC, une coordination budgétaire-monétaire et une synchronisation du calendrier

institutionnel INS-BCT. Ce dernier point, souvent négligé, est pourtant l'un des plus simples à mettre en œuvre et l'un des plus bénéfiques en termes de qualité de la décision. D'ailleurs, la confrontation des données de l'INS et des communications de la BCT révèle ce qui s'apparenterait à une « tension institutionnelle ». Sans ces réformes complémentaires, la Tunisie risquerait de s'installer dans une forme de stagflation modérée. Cette inflation qui stagne à un niveau supérieur à la norme internationale pendant que la croissance s'étioule — le scénario que tous les acteurs économiques, de la rue Hédi Nouria aux marchés internationaux, cherchent à éviter. L'économie tunisienne navigue en

mars 2026 dans une zone de turbulences maîtrisées, où l'inflation semble avoir trouvé un point d'ancrage précaire. Selon les derniers relevés de l'INS, l'indice des prix à la consommation s'est maintenu à un taux annuel de 5 %, marquant une stagnation par rapport au mois précédent. Ce chiffre, bien qu'en net recul par rapport aux sommets des années précédentes, dissimule une réalité plus contrastée sur le terrain. En rythme mensuel, les prix ont en effet bondi de 1 %, une accélération principalement imputable à la coïncidence du calendrier entre la fièvre dépensière du Ramadan, la ferveur de l'Aïd et le cycle des produits frais.

Agence

## MAURITANIE

**1 milliard \$ de l'itfc et 625 millions \$ de subventions pétrolières — une résilience exemplaire**

La Mauritanie a signé un accord-cadre de 1 milliard de dollars avec la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) pour la période 2026-2030, visant à soutenir l'énergie, les PME et l'agriculture. Les signataires étaient Abdallah Ould Souleymane Ould Cheikh-Sidia, ministre mauritanien des Affaires économiques, et Adeeb Yousuf Al Aama, directeur général de l'ITFC. Simultanément, face aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, le gouvernement a débouqué 25 milliards d'ouguiyas (environ 625 millions de dollars) pour subventionner et renforcer ses stocks stratégiques de produits pétroliers, avec cinq navires attendus d'ici fin

mars 2026, selon Africa News Agency et Energies-Media.

Ces deux annonces montrent une Mauritanie proactive, cherchant à sécuriser son économie face aux chocs exogènes. L'accord avec l'ITFC confirme l'attractivité du pays auprès des bailleurs de fonds arabes, tandis que la constitution de stocks stratégiques démontre une anticipation rare dans la région face à l'inflation importée. Sur LinkedIn, les experts en logistique et en énergie saluent cette gouvernance préventive. Le narratif met en avant un pays charnière (entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne) qui consolide ses fondamentaux avant de devenir un producteur gazier majeur

(projet GTA avec BP et Kosmos Energy). Perspectives et enjeux

Pour les citoyens, la subvention de 625 millions de dollars garantit une stabilité des prix à la pompe, évitant les émeutes de la faim ou de l'énergie. Pour les entrepreneurs de la diaspora, l'enveloppe de l'ITFC dédiée aux PME représente une opportunité de financement intéressante dans l'agrobusiness. Le risque réside dans le poids de ces subventions sur la dette publique si la crise moyen-orientale s'éternise. La Mauritanie est-elle en train de devenir le nouveau modèle de résilience économique en Afrique de l'Ouest ?

Agence

## CONTRE LA PÉRIPNEUMONIE CONTAGIEUSE BOVINE

## Le Nigeria renforce sa stratégie de lutte

La péripneumonie contagieuse bovine est avec la fièvre aphteuse, l'une des principales maladies qui affectent les élevages bovins à l'échelle mondiale. Au Nigeria, où l'élevage contribue à hauteur de 35 % au PIB agricole, cette maladie met en péril les revenus de nombreux agriculteurs.

## Synthèse Rédaction

Au Nigeria, le Ministère du Développement de l'Élevage a inauguré le 9 avril dernier un groupe de travail technique chargé de définir des mesures dans la lutte contre la péripneumonie contagieuse bovine (CBPP). Il s'agit d'une maladie bactérienne contagieuse qui se manifeste par une perte d'appétit, de la fièvre, une augmentation de la fréquence respiratoire, de la toux, un écoulement nasal ainsi qu'une respiration difficile et douloureuse chez les sujets atteints. D'après l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), cette maladie dont les signes cliniques ne sont pas toujours évidents est associée à un taux de mortalité pouvant atteindre 50 %. Selon un communiqué publié sur le site dudit ministère, la nouvelle task force mise en place servira de guide pour l'élaboration d'un cadre national de contrôle cohérent et applicable en vue de renforcer

le système de surveillance et d'améliorer l'efficacité des programmes de vaccination contre la CBPP.

Cette initiative intervient alors que la maladie est endémique au Nigeria. Les données compilées par le ministère du Développement de l'Élevage indiquent par exemple que 131 foyers de la maladie ont été officiellement recensés en 2025, à travers 17 États et les six zones géopolitiques du pays. Déjà en 2024, le Service national de vulgarisation agricole et de liaison pour la recherche (NAERLS) soulignait aussi que des cas de CBPP avaient été recensés dans 17 États.

Ces chiffres ne représentent qu'une partie du véritable fardeau, compte tenu des limites bien connues en matière de couverture de surveillance, de conformité au signalement et de confirmation diagnostique. « Cette situation reflète une maladie non seulement enracinée dans nos systèmes de production, mais également entretenue par des défis structurels que

nous devons désormais affronter de manière décisive », peut-on lire dans le communiqué.

## Des pertes économiques qui fragilisent la filière bovine

Les maladies animales représentent un lourd fardeau pour le cheptel avec des conséquences économiques majeures affectant directement la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des petits éleveurs, et le CBPP n'est pas une exception.

Les données compilées par la NAERLS montrent par exemple que la maladie a touché 3 500 bovins dans l'État de Taraba en 2024, entraînant la mort de 700 animaux et l'abattage de 138 têtes afin de limiter sa propagation. Ces pertes réduisent la disponibilité en produits animaux tels que le lait et la viande alors que le gouvernement souhaite en accroître la production.

## GHANA

## Un financement de 20 millions € évoqué pour moderniser l'axe ferroviaire Tema - Mpakadan

La relance du rail ghanéen reste tributaire d'investissements techniques souvent peu visibles, mais décisifs. Au-delà des infrastructures, la modernisation des systèmes d'exploitation conditionne la performance et l'attractivité du transport ferroviaire. La Ghana Railway Development Authority (GRDA) a annoncé une in-

tention de subvention de 20 millions d'euros de l'Union européenne, destinée à moderniser le système de signalisation de l'axe ferroviaire Tema - Mpakadan. L'approbation définitive de l'UE est attendue pour octobre 2026.

Mise en exploitation en 2024 grâce à un investissement estimé à près de 449 millions USD, l'infrastructure

fonctionne depuis un certain moment en deçà de ses capacités réelles. Une des principales raisons à cela, des systèmes de signalisation non opérationnels, qui limitent actuellement le trafic à un seul mouvement de train à la fois, en dépit d'une demande croissante de mobilité.

Selon la GRDA, l'introduction du

système ETCS Level 1 devrait permettre de lever cette contrainte. « La mise en œuvre de l'ETCS transformerait les opérations sur la ligne en autorisant des mouvements simultanés de trains en toute sécurité, grâce à des dispositifs avancés de supervision et d'autorisation », indique l'institution.

## SÉNÉGAL

## Senelec associe solaire et stockage dans deux nouveaux projets

Alors que le Sénégal augmente ses capacités renouvelables pour garantir l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2029, la question de la stabilité du réseau se pose. C'est dans ce cadre que Senelec a récemment communiqué sur deux installations intégrant le stockage d'énergie.

Le Sénégal poursuit le déploiement de solutions hybrides mêlant production solaire et stockage par batteries. La Société nationale d'électricité du

Sénégal (Senelec) a annoncé, dans des communiqués sur les réseaux sociaux début avril, le lancement de deux projets énergétiques majeurs à Diass et à Linguère pour renforcer la stabilité du réseau électrique national.

La première annonce, faite le 1er avril, concerne la mise en place de la première centrale de stockage par batteries (BESS) couplée à la centrale solaire de Diass, au sud-est de Dakar. D'un coût de 36 millions d'euros, le système est fi-

nancé par l'Allemagne via son Établissement de crédit pour la reconstruction (KfW). L'initiative bénéficie aussi de la contribution de la France à travers l'Agence française de développement (AFD). Le dispositif comprendra 30 conteneurs de batteries et 360 convertisseurs pour une capacité de stockage annuelle de plus de 20 000 MWh.

Agence

## NIGERIA

## ExxonMobil prévoit 24 milliards \$ dans des projets pétroliers en mer

Depuis plusieurs années, le groupe américain ExxonMobil cherche à accroître sa production pétrolière au Nigeria, après avoir cédé au groupe local Seplat Energy plusieurs actifs jugés non essentiels dans le pays.

La multinationale américaine ExxonMobil envisage d'investir jusqu'à 24 milliards de dollars dans des projets pétroliers en mer au Nigeria. L'information a été annoncée par Hunter Farris, vice-président chargé de l'offshore profond, lors d'un briefing tenu jeudi 9 avril à Abuja devant la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC).

Dans le détail, le groupe étudie plu-

sieurs projets, particulièrement deux, à savoir le champ Bosi, dans l'OML 133, et le projet Owowo, à cheval sur les blocs OPL 223 et OML 139. Le premier pourrait mobiliser entre 15 et 16 milliards de dollars, avec l'installation d'une nouvelle unité flottante de production et de stockage (FPSO). Quant au projet Owowo qui hébergerait environ un milliard de barils de ressources en hydrocarbures, il nécessiterait entre 7 et 8 milliards de dollars, selon les responsables d'ExxonMobil. Une décision finale d'investissement (FID) pourrait intervenir au début de l'année 2027, selon les propos tenus par Hunter Farris.

En parallèle, le groupe prévoit de réali-

ser des interventions sur des installations existantes associées au gisement de pétrole conventionnel Erha. Il a indiqué vouloir prolonger la durée de vie du champ et optimiser les capacités de production de ses infrastructures.

Selon des données de Global Data, spécialisée dans l'analyse du secteur énergétique, environ 73 % des réserves récupérables totales de ce gisement ont déjà été extraites. D'après cette source, sa production, qui a atteint environ 75 000 barils par jour en octobre 2025, devrait se poursuivre jusqu'à ce que le champ atteigne sa limite de rentabilité, estimée à l'horizon 2046.

## ExxonMobil en quête d'une augmentation de sa production au Nigeria

Ces dernières années, ExxonMobil multiplie les initiatives pour accroître sa production pétrolière au Nigeria. En septembre 2023, Agence Ecofin a rapporté que le groupe compte augmenter sa production de brut dans le pays, en s'appuyant notamment sur ses opérations en eaux profondes. En effet, depuis la finalisation, en décembre 2024, de la cession de Mobil Producing Nigeria Unlimited, toute la production d'ExxonMobil au Nigeria provient des champs situés en mer, principalement des gisements pétroliers Erha et Usan. R.E

## AFRIQUE DE L'EST

## AgDevCo injecte 15 millions \$ supplémentaires dans l'aquaculture

Le financement soutiendra la prochaine phase d'expansion de Victory Group, spécialisé dans l'aquaculture en Afrique de l'Est, notamment à travers la création de nouveaux sites d'élevage au Kenya et au Rwanda.

AgDevCo, un investisseur spécialisé dans l'agriculture en Afrique subsaharienne, a annoncé mardi 7 avril la réalisation d'un investissement de dette mezzanine de 15 millions de dollars au profit de Victory Group.

Cette entreprise aquacole d'Afrique de l'Est, spécialisée dans la production de tilapia du Nil, prévoit d'utiliser ces fonds pour étendre sa production au Kenya et au Rwanda au cours des trois prochaines années, avec pour objectif d'atteindre 30 000 tonnes de poisson d'ici 2029.

Un investissement pour soutenir l'expansion

« Notre objectif est de bâtir une entreprise aquacole de premier plan qui fournit des protéines nutritives à grande échelle, tout en créant des opportunités pour les commerçants et les communautés qui dépendent de notre chaîne de valeur », a déclaré Joseph Rehmann, fondateur et directeur général de Victory Group. Il a ajouté : « L'investissement d'AgDevCo nous aidera à accroître notre production et à renforcer notre distribution, alors que la demande de poisson abordable et de haute qualité continue de croître en Afrique de l'Est ».

Ce n'est pas le premier investissement d'AgDevCo au profit de l'entreprise. Un premier financement de 4 millions de dollars avait été réalisé en 2021, permettant, selon l'investisseur, d'améliorer la production tout en renforçant l'efficacité opérationnelle du groupe.

La progression de l'aquaculture en Afrique de l'Est illustre l'intérêt croissant pour ce secteur. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production régionale a considérablement augmenté ces dernières années. Malgré cette dynamique, l'offre reste insuffisante, alors que la demande continue de croître sous l'effet de la démographie et de l'urbanisation.

Agence

## CHUTE DES PRIX DU CACAO

# Rainforest Alliance appelle les industriels à «protéger» les producteurs

Le marché du cacao est entré depuis plus d'un an dans une phase excédentaire. Cette situation a eu des effets divers sur les acteurs de la chaîne de valeur. Les fabricants de chocolat, les négociants et les distributeurs devraient placer les revenus des producteurs au cœur des priorités dans un contexte de forte volatilité des prix du cacao. C'est ce qu'estime l'ONG américaine Rainforest Alliance dans un communiqué publié le 30 mars dernier.

## Synthèse rédaction économique

Après avoir atteint un record de 12 906 \$ la tonne à New York en décembre 2024, les cours mondiaux de la matière première ont fortement dégringolé depuis et fluctuent désormais sous les 4 000 \$ sur la place boursière. Alors que cette chute implique un coût d'approvisionnement plus bas pour les transformateurs, l'organisation appelle les industriels à dépasser la logique de prix de marché à court terme pour s'orienter vers des contrats d'achat de long terme qui offrent une plus grande stabilité de revenus aux producteurs de cacao.

« La durabilité ne peut pas être un engagement que lorsqu'il y a le beau temps. Quand

les prix chutent, ce sont d'abord et surtout les agriculteurs qui absorbent le choc : baisse immédiate des revenus, endettement accru, impossibilité de financer les intrants ou d'entretenir les plantations. Cette fragilisation met en péril la résilience de toute la filière, car un secteur cacao durable repose sur des modèles économiques capables de soutenir les moyens de subsistance des paysans précisément lorsque les conditions de marché sont les plus difficiles », explique Santiago Gowland, directeur général de l'ONG.

« [...] Nous avons besoin d'un système qui fonctionne aussi pour les familles paysannes, non seulement lorsque les conditions de marché sont favorables, mais aussi lorsqu'elles sont les plus difficiles », insiste

pour sa part, Nanga Koné, directeur pays de la Rainforest Alliance en Côte d'Ivoire. Cet appel fait écho aux plaidoyers portés depuis plusieurs années par des organisations comme Fairtrade qui voient dans la garantie d'un revenu minimum vital pour les producteurs la « mère des batailles » pour parvenir à plus de durabilité dans l'industrie du cacao. Selon les observateurs, la chaîne de valeur du cacao reste encore fortement asymétrique notamment en Côte d'Ivoire et au Ghana avec des bénéfices qui ne parvien-

ent que partiellement jusqu'aux producteurs en cas de hausse alors que ceux-ci encaissent l'essentiel des pertes lorsque les prix retombent. Pour rappel, dans les deux pays, face à la crise, les autorités ont opté pour des réductions des tarifs perçus par les agriculteurs. En Côte d'Ivoire, la tonne de cacao coûte désormais 1 200 000 Fcfa (2 100 \$) contre 2 800 000 Fcfa (4 939 \$) il y a 6 mois alors qu'au Ghana, le prix de la tonne de fèves a été réduit de 28,6 % à 41 392 cédis (3 761 \$) pour le reste de la saison.

## ETATS UNIS

## Un simple rallye technique ou une reprise plus durable ?

Les marchés actions américains viennent d'enchaîner une deuxième semaine consécutive de hausse. Le déclencheur est clairement identifié, c'était l'annonce du cessez-le-feu de 14 jours entre les Etats-Unis et l'Iran. Ce signal d'apaisement a suffi à relancer l'appétit pour le risque. Les grands indices américains ont progressé de plus de 3% sur la semaine avec un NASDAQ composite particulièrement solide qui aligne désormais 8 séances consécutives dans le vert à la clôture de vendredi 10 avril. Mais derrière ce rebond, il faut le rappeler, un rallye de 8, 2% pour l'SCPI du point bas de mars à la clôture du 10. Une question centrale se pose, est-ce un simple rallye technique ou le début d'une phase plus durable ? C'est sûr que d'un côté, la géopolitique va rester omniprésente. Les investisseurs vont suivre de très près l'évolution des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran. Et c'est vrai que le moindre accroc pourrait rapidement raviver la volatilité. Mais surtout, on va entrer dans une phase où le moteur de marché devrait changer.

On va passer d'un rallye lié par les bonnes nouvelles géopolitiques à un environnement où ce sont les fondamentaux économiques et les résultats d'entreprises qui devraient reprendre la main. Cela a commencé avec le lancement de la saison des résultats du premier trimestre. Sans surprise, ce sont les grandes banques américaines qui ouvrent le bal. Hier, nous avons eu Goldman Sachs qui a publié ses résultats. Aujourd'hui, on a quelques poids lourds comme JP Morgan Chase, Citigroup, BlackRock qui prennent le relais. Mercredi, ce sera au tour de Bank of America et Morgan Stanley. Pourquo est-ce si important ? Parce que ces institutions financières sont en première ligne pour donner une lecture de l'économie. Dynamique de crédit, santé des consommateurs, activité de marché. En parallèle, on aura également plusieurs grandes entreprises hors financière, publieront et dont les résultats seront scrutés comme Netflix, Pepsi Cola ou encore Johnson Johnson.

R.E.

## ETATS UNIS

## Wall Street termine en hausse, et surveille les développements géopolitiques

La Bourse de New York a terminé en hausse lundi, les investisseurs voulant croire à un potentiel accord entre Washington et Téhéran malgré le blocus américain des ports de l'Iran. Après une ouverture en baisse, les indices vedettes de la place américaine se sont finalement retournés: le Dow Jones a gagné 0,63%, l'indice Nasdaq a progressé de 1,23% et l'indice élargi S&P 500, de 1,02%.

"Le marché parie sur le fait que Donald Trump

parviendra à conclure un accord" avec Téhéran, remarque auprès de l'AFP Peter Cardillo, de Spartan Capital Securities.

Le président américain a assuré lundi que les Iraniens "voudraient faire un accord, à tout prix", après l'échec des discussions au Pakistan pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient.

Il a ajouté sur sa plateforme Truth Social que 34 navires ont franchi le détroit d'Ormuz dimanche, soit "de loin le nombre le plus élevé

depuis le début de cette fermeture insensée" par l'Iran. Un cinquième du pétrole mondial transite en temps normal par ce goulet stratégique, où Téhéran a instauré des droits de passage qui ont considérablement restreint le trafic maritime ces dernières semaines, en représailles aux attaques israélo-américaines. Après être monté en séance jusqu'à 103,87 dollars, le prix du baril de Brent de la mer du Nord - référence internationale de brut - est finalement repassé sous le seuil des 100 dollars en clôture

suite à ces déclarations.

La place américaine avait pourtant débuté la journée dans le rouge, alors que Donald Trump a menacé lundi de "destruction" tout "navire d'attaque rapide" iranien forçant le blocus des ports de l'Iran.

Dénonçant un acte "illégal" de "piraterie", l'Iran a averti qu'il s'en prendrait aux ports de ses voisins du Golfe si "la sécurité des ports de la République islamique (...) était menacée".

R.E.

## GUERRE IRAN/ETATS UNIS

## Les banques centrales face au brouillard de la guerre

Après plus d'un mois de conflit, les Etats-Unis et l'Iran se sont accordés le 8 avril sur un cessez-le-feu de deux semaines et la perspective d'une réouverture du détroit d'Ormuz. Après plus d'un mois de conflit, les Etats-Unis et l'Iran se sont accordés le 8 avril sur un cessez-le-feu de deux semaines et la perspective d'une réouverture du détroit d'Ormuz. Les pourparlers entre les deux belligérants, au Pakistan, se sont toutefois soldés par un échec à ce stade. Les objectifs annoncés des deux pays semblent en effet opposés, en particulier s'agissant du programme nucléaire iranien ou encore du statut du détroit d'Ormuz. L'Iran souhaiterait en effet prélever une

taxe de 1 à 2 millions de dollars par navire transitant par le détroit (compte tenu du trafic habituel du détroit cela représenterait une recette d'environ 35 à 70 Md\$ par an, soit 8 à 16 % du PIB du pays). Face à l'échec des négociations, les Etats-Unis ont annoncé le 13 avril un blocus naval des zones côtières et des ports iraniens. Le cessez-le-feu n'augure donc pas, à ce stade, d'une fin définitive du conflit en Iran. L'annonce du cessez-le-feu avait permis d'identifier quel pouvait être le scénario macroéconomique et financier d'un conflit « court » : les taux longs s'étaient détendus, revenant proches de leurs niveaux du début d'année, et les indices actions s'étaient nettement repris, pour

revenir vers des niveaux également comparables à ceux du début d'année. A l'inverse, l'échec des premières négociations a de nouveau tendu les investisseurs. Les banques centrales font également face au brouillard de la guerre. Aux Etats-Unis, une inflation un peu plus forte pourrait encourager la Fed à maintenir inchangés ses taux directeurs dans le courant de l'année. L'inflation américaine atteint ainsi à 3,3 % en mars, contre 2,4 % en février. Mais la Réserve fédérale devra conjuguer avec des signaux conjoncturels moins porteurs ces dernières semaines. En zone euro, les marchés attendent deux à trois hausses de taux de la BCE d'ici la fin de l'année. La BCE pourrait toutefois pren-

dre son temps et surveiller d'éventuels effets de second tour sur l'inflation avant de durcir sa politique monétaire. Pour le moment, l'inflation a rebondi en mars en zone euro à 2,5 % (après 1,9 % en février) du fait des prix de l'énergie, mais l'inflation sous-jacente reste stable et bénéficie de la dynamique passée de désinflation. Il faudra ainsi surveiller l'évolution des prix de l'énergie et leur impact sur l'inflation dans les prochains mois. Le prix du baril de Brent affiche une forte volatilité et évolue au gré des annonces et contre-annonces des Etats-Unis et de l'Iran. Il reste toutefois à un haut niveau et les marchés de l'énergie pourraient être durablement perturbés courant 2026, y

compris en cas d'issue du conflit au Moyen-Orient (trafic maritime perturbé, baisse de l'offre). En France, les enquêtes de climat des affaires de mars signalent une activité morose, alors qu'elles avaient bénéficié en début d'année d'un certain optimisme après le vote du Budget 2026. L'évolution des enquêtes de conjoncture resterait toutefois compatible avec une croissance trimestrielle d'environ 0,2 % début 2026 selon l'Insee et la Banque de France. Les principales institutions retiennent ainsi à ce stade une révision limitée de la croissance française pour 2026 (-0,1 à -0,2 pt de %), sous l'hypothèse d'un conflit court au Moyen-Orient.

Agence

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Avril 2026  
Valeur : 16 Avril 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENDE
1	USD US DOLLAR	132.1178	132.1328
1	EUR EURO	155.5423	155.5864
1	GBP POUND STERLING	178.7792	178.8479
100	JPY JAPANESE YEN	83.0616	83.0763
1	CNY CHINESE YUAN	19.3815	19.3840
1	CHF SWISS FRANC	169.1216	169.2058
1	CAD CANADIAN DOLLAR	95.9391	95.9779
1	DKK DANISH KRONE	20.8302	20.8339
1	SEK SWEDISH KRONA	14.4226	14.4267
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.9921	13.9968
1	AED UAE DIRHAM	35.9690	35.9829
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2033	35.2110
1	KWD KUWAITI DINAR	431.1939	431.3836
1	TND TUNISIAN DINAR	45.0824	45.5355
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.2175	14.2191
1	LYD LIBYAN DINAR	20.7436	20.8500
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3205	3.3308
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.8893	180.8893

## CHINE

# Pékin liquide 623 milliards USD de bons du Trésor américain

La Chine vient d'envoyer un signal qui pourrait peser sur l'équilibre financier mondial. En liquidant massivement ses bons du Trésor américain tout en renforçant ses réserves d'or, Pékin opère un repositionnement stratégique aux implications potentiellement profondes. Derrière ces chiffres, se dessine une dynamique qui interpelle sur la domination du dollar et capte déjà l'attention des marchés, y compris celui des cryptos.

## Rédaction économique

Tandis que les BRICS renforcent leur emprise sur l'or, la Chine vient de liquider 623 milliards de dollars de bons du Trésor américain. Cette annonce s'accompagne d'un niveau désormais historiquement bas. La Chine ne détient plus que 694 milliards de dollars, son niveau le plus bas depuis 2008.

Les données clés avancées révèlent que la vente totale est de 623 milliards de dollars de Treasuries et que le stock actuel s'élève à 694 milliards de dollars. Il s'agit d'un point bas historique soit le plus bas niveau depuis 2008.

Ce repositionnement marque une rupture nette avec sa trajectoire antérieure. Pendant des décennies, les obligations améri-

caines ont constitué un pilier des réserves chinoises. Leur réduction à un niveau inédit depuis la crise financière mondiale traduit un changement d'orientation significatif, sans qu'aucune justification officielle ne soit précisée.

En parallèle de ce désengagement, un autre mouvement attire l'attention. Les réserves d'or de la Chine augmentent depuis 17 mois consécutifs, atteignant 343 milliards de dollars, un nouveau record. Cette accumulation continue sur plus d'un an contraste avec la vente des actifs libellés en dollars et révèle un choix assumé en faveur de l'or.

Cette progression sur 17 mois consécutifs reflète une stratégie de renforcement des réserves tangibles. L'or, historiquement perçu comme une valeur refuge, semble

reprendre une place centrale dans l'allocation des réserves chinoises. Ce basculement s'intègre dans une logique différente de celle des obligations souveraines, en privilégiant un actif indépendant des politiques monétaires étrangères.

Les BRICS s'imposent progressivement comme un pôle alternatif, renforçant leur influence économique et monétaire dans un contexte de recomposition globale des équilibres financiers.

Un tel choix pourrait marquer une inflexion durable des équilibres monétaires. Alors que les grandes puissances ajustent leurs réserves, la dédollarisation s'accélère déjà après le sommet de Rio, ouvrant une nouvelle phase d'incertitude et de repositionnement pour les marchés globaux.

## JAPON

## Tokyo envisage de doubler son budget pour la recherche scientifique

Confronté à l'affaiblissement durable de la recherche japonaise, le gouvernement s'apprête à adopter une nouvelle stratégie avec un investissement de 330 milliards d'euros sur cinq ans. "Un véritable tournant", salue la presse nipponne.

Il s'agit sans aucun doute d'une annonce que les scientifiques japonais attendaient depuis longtemps. Pour la période 2026-2030, le gouvernement nippon envisage d'augmenter considérablement son budget pour la recherche scientifique, révèle vendredi 13 mars le quotidien économique Nihon Keizai Shimbun. L'objectif avancé a de quoi donner le tournis : 60 000 milliards de yens (environ 330 milliards d'euros), soit le double du seuil que le gouvernement s'était fixé pour la précédente période quinquennale (2021-2025). Ce chiffre constitue un volet de la "stratégie gouvernementale de promotion des technolo-

gies scientifiques et des innovations" qui détermine la politique étatique de l'archipel dans les cinq années à venir, détaille le quotidien. Celle-ci sera adoptée par le gouvernement d'ici à la fin du mois. Même si le montant de 330 milliards d'euros reste pour l'heure un "objectif" – et non un fond déjà intégré dans le budget de l'État, qui passe chaque année par la validation du Parlement –, la presse japonaise souligne que cette annonce marque un tournant.

Ces dernières années, Tokyo faisait en effet face aux critiques des scientifiques, qui ne cessaient de se lamenter de la baisse des investissements de l'État. "Le soutien étatique pour la recherche fondamentale est insuffisant", regrettait, cité par le journal Asahi Shimbun, l'immunologue Shimon Sakaguchi, colauréat du prix Nobel de médecine en 2025. De fait, depuis 2004, les subventions

allouées aux universités tendent à chuter, entraînant un affaiblissement durable et structurel de la recherche japonaise.

## "Excellente nouvelle" pour le monde scientifique

Dans le classement international des publications scientifiques les plus citées, "le Japon, situé à la quatrième place pour la période 2001-2003, s'est retrouvé [...] à la treizième position pour 2021-2023", relève la journaliste scientifique Momoko Suda dans son article publié dans Toyo Keizai. Dans ce contexte, le gouvernement japonais ambitionne de redonner de sa superbe au secteur en visant la troisième place du classement d'ici à 2036, avance la journaliste. "Du point de vue du monde scientifique, difficile de trouver une meilleure nouvelle", se réjouit-elle.

R.E.

## CORÉE DU SUD

## Séoul va étendre ses réductions de taxes sur les carburants

La Corée du Sud va débloquer 17 milliards de dollars supplémentaires le mois prochain et étendre ses réductions de taxes sur les carburants pour faire face aux conséquences de la guerre au Moyen-Orient, a annoncé jeudi le gouvernement.

Un budget supplémentaire de 25 000 milliards de wons

"Le gouvernement va présenter le mois prochain un budget supplémentaire de 25 000 milliards de wons - financé par des recettes fiscales excédentaires - en réponse au conflit au Moyen-Orient qui se prolonge", a indiqué le gouvernement dans un communiqué.

Selon le ministre du Budget, Park Hong-keun, le projet de loi vise à soutenir les petites et moyennes entreprises ainsi que

les ménages les plus vulnérables, touchés par les conséquences de la guerre.

Séoul dépend largement des importations d'hydrocarbures via le détroit d'Ormuz, voie maritime bloquée de facto par l'Iran depuis les premières attaques israélo-américaines sur le pays le 28 février. Le blocage de ce passage fait flamber les coûts et a poussé Séoul à plafonner les prix des carburants pour la première fois en près de 30 ans.

Recours accru au charbon et au nucléaire Avec son nouveau projet de loi, le gouvernement veut "alléger le fardeau pesant sur les citoyens en raison des prix élevés du pétrole et favoriser la mise en œuvre fluide d'un plafonnement des prix du pétrole afin de stabiliser les prix intérieurs des carburants et réduire les coûts du car-

burant", a déclaré M. Park.

Han Byung-do, chef de file du parti au pouvoir à l'Assemblée nationale, a annoncé que le parti et le gouvernement allaient accélérer l'examen du projet de loi de finances, soulignant qu'il n'y avait "aucune raison de retarder" ce processus.

Le président Lee Jae Myung avait auparavant exhorté le gouvernement à préparer une enveloppe supplémentaire pour stabiliser l'activité économique, soutenir les secteurs touchés et renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement.

Le parti au pouvoir en Corée du Sud a annoncé la semaine dernière augmenter la capacité de production d'électricité à partir du charbon et l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Agence

## SUÈDE

## Oslo va réduire temporairement les taxes sur les carburants

La Suède va temporairement réduire les taxes sur l'essence et le gazole pour faire face à la flambée des prix de l'énergie provoquée par la guerre au Moyen-Orient, a annoncé lundi le gouvernement de droite. Une mesure prévue de mai à fin septembre

Si elle obtient le feu vert du Parlement, où la coalition gouvernementale est majoritaire, cette mesure entrera en vigueur le 1er mai et s'appliquera jusqu'à fin septembre. La réduction sera dans un premier temps alignée sur le niveau minimum de taxe exigé par l'Union européenne. "Tous les partis doivent reconnaître que ce qui se passe au Moyen-Orient et dans le reste du monde met l'économie suédoise à rude épreuve", a déclaré le Premier ministre Ulf Kristersson lors d'une conférence de presse.

La baisse de taxe se traduira par une diminution d'une couronne (9 centimes d'euros) par litre d'essence et de 0,4 couronne par litre de gazole. Si nécessaire, le gouvernement demandera l'autorisation de la Commission européenne pour réduire davantage ces taxes.

« Avoir une voiture est nécessaire dans de très nombreuses parties du pays »

Des subventions vont également être proposées aux foyers pour compenser la hausse des prix de l'électricité, a indiqué le gouvernement.

Les prix du pétrole flambent depuis le début du conflit lancé par Israël et les États-Unis contre l'Iran le 28 février, ce qui fait craindre un regain d'inflation et un ralentissement de l'activité économique mondiale.

Agence

## ALLEMAGNE

## L'inflation en ligne avec les attentes en mars

En Allemagne, l'indice des prix à la consommation a progressé de 1,1% en mars, en ligne avec les prévisions, après une hausse de 0,2% en février. En rythme annuel, l'inflation a affiché une hausse de 2,7% conformément aux prévisions, après 1,9% le mois précédent. L'inflation IPCH - l'inflation aux normes européennes - est ressortie en rythme mensuel à 1,2%, en ligne avec les attentes, après une hausse de 0,4% en février. En rythme annuel, elle est ressortie à 2,8%, conforme au consensus, après une hausse de 2% le mois précédent.

## QUALCOMM DÉVELOPPERAIT SA PROPRE DRAM

**Pourquoi ça marquerait un tournant pour l'entreprise**

Qualcomm aurait entamé le développement de sa propre mémoire vive DRAM en compagnie du fabricant chinois CXMT. Destinés aux puces mobiles du géant américain, ces modules « maison » permettraient à l'entreprise de remédier au goulet d'étranglement qui affecte, aujourd'hui plus que jamais, la production de puces vouées aux smartphones abordables.

La pénurie de mémoire vive pousse un nombre croissant d'acteurs à prendre les choses en mains... avec parfois des initiatives assez ambitieuses à la clé. On apprend cette semaine que Qualcomm aurait ainsi décidé de développer sa propre DRAM en compagnie du fabricant chinois CXMT. L'objectif ? Gagner en autonomie sur ce secteur et améliorer l'approvisionnement en mémoire, pour fluidifier -- in fine -- la production des puces Snapdragon qui, rappelons-le, en intègrent.

**Qualcomm développerait de la DRAM bien à lui**

L'information nous vient en l'occurrence de JoongAng Ilbo, qui rapporte que Qualcomm et CXMT, justement spécialisé dans la production de DRAM, travailleraient actuellement à la conception de modules DRAM « custom » taillés sur mesure pour une utilisation sur smartphones. Le média coréen, qui a contacté Qualcomm, n'a toutefois pas obtenu de commentaire à ce propos de la part du géant américain. Il y a fort à parier que ce partenariat, s'il est avéré, est principalement (voire uniquement) destiné à satisfaire la demande chinoise en smartphones entrée et milieu de gamme. Cependant, il n'est pas interdit de



penser qu'à moyen ou long terme, Qualcomm exploitera à plus grande échelle l'expérience acquise en la matière.

**Une stratégie devenue nécessaire en période de pénurie ?**

Si les informations de JoongAng Ilbo sont exactes, l'initiative de Qualcomm n'aurait en tout cas rien d'un hasard. La conjoncture mondiale se prête à ce genre de rapprochements pour aboutir à une production plus constante de mémoire vive grand public, alors que les gros fabricants (Samsung, Micron, etc) continuent de sacrifier la production de modules

DRAM au profit de mémoire HBM, vouée principalement aux data centers et à l'IA... qu'ils peuvent vendre beaucoup plus cher. Cette situation impacte fortement le marché des smartphones entrée et milieu de gamme, sur lesquels la marge de manœuvre tarifaire des constructeurs s'avère restreinte.

Ces appareils subissent pourtant eux-aussi la hausse de prix des composants (35% en moyenne pour la DRAM et 19% en moyenne pour la NAND, consacrée cette fois au stockage), sans pouvoir répercuter autant qu'il le faudrait ces coûts sur leur prix final.

Comprenez que produire des smartphones abordables devient donc moins intéressant. Cela affecte Qualcomm. Face à cette hausse du prix de la RAM, Qualcomm et son concurrent MediaTek ont en effet, l'un comme l'autre, été contraints de réduire sensiblement leurs cadences de production sur les puces 4 nm (celles vouées justement aux smartphones abordables). En développant de la mémoire par lui-même et en la fabriquant directement via un partenaire, Qualcomm pourrait donc réussir à rétablir ses cadences de production de puces, limitant ainsi les effets de bord de cette pénurie de mémoire vive.

## STARSHIP

**Mais pourquoi la mégafusée d'Elon Musk n'a-t-elle pas volé depuis des mois ?**

Cela va faire six mois que Starship n'a pas volé, alors même qu'elle doit jouer un rôle prépondérant dans la quasi-totalité des projets de SpaceX. Mais que se passe-t-il, au juste, du côté de Starbase ? Starship est plus jamais attendue au tournant, alors que l'équipage d'Artemis II vient de revenir sur Terre sain et sauf. Car la mégafusée de SpaceX doit poser les astronautes de la mission Artemis IV à la surface de la Lune, mis à part un changement de dernière minute. Pourtant, son 12<sup>e</sup> vol se fait très sérieusement attendre.

**Starship change d'échelle**

Après un second décollage test réussi en octobre 2025, Starship n'a plus quitté le pas de tir du complexe industriel Starbase, à Boca Chica dans le Texas. Et ce vaste délai n'est pas anodin, puisque SpaceX doit faire voler la V3 de sa fusée pour la toute pre-



mière fois. Cette itération embarque des moteurs de troisième génération, les Raptor V3, plus puissants et plus fiables que leurs prédécesseurs. De même, la fusée a vu son système de propulseur entièrement redessiné, sa protection thermique affinée, et sa structure renforcée pour supporter à terme une capture par les bras mécaniques de la tour de lancement, comme c'est déjà le cas pour le booster. De quoi rappro-

cher la fusée la plus puissante du monde vers sa version opérationnelle. Plusieurs tests de mise à feu statique ont ainsi eu lieu sur les deux étages au cours des derniers mois, mais SpaceX semble évoluer avec précaution. La semaine dernière encore, un Raptor 3 prenait feu lors d'un essai, rapporte Gizmodo. Et ce 12 avril, « le Starship et le Super Heavy ont été déplacés pour poursuivre les essais prévus », indique l'entreprise.

**Blue Origin rôde**

D'après les derniers bruits de couloir, elle viserait désormais le mois de mai pour son prochain décollage. L'enjeu est ô combien crucial : la NASA ne veut plus attendre et vise un alunissage dès 2028, alors que la Chine poursuit les avancées sur son propre programme lunaire. Selon le plan défini par l'agence spatiale, SpaceX doit être capable, dès l'année prochaine, de s'amarrer en orbite terrestre avec la capsule Orion. Et la pression est d'autant plus forte sur la société d'Elon Musk que Blue Origin continue, de son côté, à tester son propre atterrisseur lunaire, Blue Moon. Au point de lui passer devant ? C'est tout à fait possible. À noter également que seule Starship sera en mesure d'acheminer les satellites Starlink de dernière génération en orbite.

**Vertiv acquiert BMarko Structures**

Spécialisé dans les solutions d'infrastructure et notamment de refroidissement des datacenters, Vertiv a annoncé le rachat de la société Bmarko Structures. Cette dernière fondée en 2014 et basée à Williams- ton en Caroline du Sud est experte dans les structures modulaires sous format conteneur. Avec cette opération pour un montant non communiqué, Vertiv renforce ses capacités d'approvisionnement et accroît ses capacités d'ingénierie et de production dans ce domaine. La société a présenté récemment ses infrastructures One Core pour les usines IA qui intègrent dans des blocs préfabriqués l'ensemble des composants nécessaires au fonctionnement d'un datacenter : systèmes d'alimentation électrique, de refroidissement, de distribution et équipements de racks. Ces modules sont assemblés en usine puis transportés sur site, réduisant considérablement les travaux d'installation et permettant aux clients de capitaliser plus rapidement sur leurs investissements.

**Basic-Fit piraté**

Quelques semaines après le réseau de salles de remise en forme On Air, c'est au tour de Basic-Fit d'être touché par un piratage. La chaîne européenne de fitness a déclaré à l'AFP avoir été victime d'une fuite de données personnelles ayant affecté un million de membres incluant des coordonnées bancaires. Cette fuite concerne la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, le Luxembourg et les Pays-Bas. Un accès non autorisé au système qui enregistre les passages des membres dans ses clubs a été identifié. Outre les données bancaires, des informations d'abonnement, noms, adresses postales, e-mail, numéros de téléphone, et dates de naissance sont aussi tombées dans les mains de pirates. Les pièces d'identité, scannées, ne font a priori pas partie de cette compromission. Des attaques par phishing sont encore à prévoir nécessitant comme toujours une vigilance constante.

## AVEC UN RÉSERVOIR DE 700 LITRES

# Combien coûte le plein de diesel pour ce démentiel pick-up à 11 places ?

Entre limousine à benne, très haute sur pattes, et pick-up à huit portes (regardez-bien), ce véhicule récemment vendu au pays de l'Oncle Sam, où décidément tout ou presque peut rouler légalement, est singulier à plus d'un titre. Capable d'embarquer, ni une ni deux, toute une équipe de football, ce Ford F-450 est le chantre de la démesure. Y compris au moment de faire le plein de gazole où il faudra faire preuve de patience et montre d'un épais portefeuille.

On trouve vraiment de tout sur le site de vente en ligne Ebay ! A commencer par ce pick-up Ford F-450 Platinum datant de 2020 que son propriétaire avant de s'en séparer a eu l'idée de transformer en limousine ou bien en version cabine ultra approfondie puisque l'engin désormais doté de huit portes latérales peut accueillir jusqu'à 11 passagers. Pour supporter l'ensemble, il a eu l'idée de de doubler les roues arrière, c'est plus sûr. En outre afin de compenser le surpoids, un kit biturbo permet au moteur PowerStroke cubant à l'origine 6,7 litres de largement dépasser les 475 chevaux d'origine pour une valeur de couple de 1 424 Nm, cavalerie qui eut été à la peine. Le vendeur n'indique pas la nouvelle puissance.

### La plus exclusive des limousines

Rappelons qu'à sa sortie d'usine, un Ford F-450 mesure déjà 6,76 m de long, qu'il est large de 2,69 m (en intégrant les rétroviseurs), qu'il atteint 2,06 m sous la toise et que son empattement est de 4,47 m laissant de quoi garer une berline compacte entre ses essieux en tout cas un Renault Symbioz y serait l'aise. Mais ceci n'étant pas suffisant pour la société Stretch My Truck - basée à Centerville dans l'Utah - qui a copieusement étiré les lignes et surtout le châssis de l'engin. Le travail dont le résultat ne manque pas de cohérence - n'allons pas jusqu'à parler de finesse - a consisté à ajouter une paire de portes supplémentaire plus des demi-portes antagonistes, une troisième rangée de siège à bord et afin que l'ensemble ne soit pas disgracieux d'étirer la benne à 2,40 m.

L'habitacle conserve les équipements de la finition Platinum du modèle d'origine, mais pour qu'une partie des occupants "rapportés" ne se sentent pas lésés, le système d'info divertissement a été quelque peu repensé. Il s'articule autour d'un écran tactile plus grand à l'avant et de dalles numériques supplémentaires intégrés aux dossiers des sièges des premier,



second et troisième rang qui adoptent chacun des réglages électriques ainsi que l'accès à la climatisation. Et il y a bel et bien une quatrième rangée de sièges - justifiant les petites portes antagonistes - sur laquelle les trois passagers sont forcément moins bien lotis, la photo ci-dessus en atteste.

### Des roues de 46 pouces pour le Monster Truck ou de 36 pour le remorquage

Par ailleurs ne vous fiez pas forcément aux photos, car il n'est nul besoin de recourir à une échelle pour se hisser à bord, une suspension pneumatique offrant un réglage indépendant sur chaque essieu permet de descendre la caisse à une hauteur raisonnable. Le constructeur indique que des pneumatiques de 46 pouces sont

parfait pour un usage en position haute avec à la clé un look très Monster Truck. Tandis que des enveloppes plus maniables de "seulement" 36 pouces sont recommandés pour un usage plus classique et tout particulièrement pour du remorquage.

### Quel est le prix d'un plein de 700 litres de gazole ?

Dans cette configuration les trois réservoirs de carburant, 227 litres sous la cabine, 284 litres sous la benne et celui d'origine de 189 litres, soit un cumul de 700 litres, ne seront pas de trop. Actuellement le prix moyen du gallon de gazole (soit 3,785 litres) au pays de l'Oncle Sam se situe à 5,61 \$ ce qui vous fait un plein à 1 038 \$, soit autour de 885 € à chaque pas-

sage à la pompe. L'importer en Europe ne serait pas une très bonne idée, avec un litre de gasoil qui a flambé jusqu'à 2,97 € vous vous acquitteriez d'une facture de 2 079 € à chaque ravitaillement !

Dernière question, à quel prix ce pick-up singulier a-t-il trouvé preneur ? Peu kilométré (22 062 km au compteur) cet engin dont la transformation a coûté près de 500 000 \$ s'est vendu à perte - mais vendu quand même - pour 399 900 \$. Soit 340 675 €, un coquette somme qui équivaut tout de même à quatre fois le prix d'un Ford F-450 neuf.

Finalement si vous avez besoin de transporter 11 personnes et que parmi elles vous comptez deux conducteurs, offrez-vous plutôt 2 Ford F-450 de série. Vous économiseriez 200 000 \$ et pourriez passer "inaperçus".

## BMW et Rimac s'allient pour les batteries

BMW renforce sa collaboration avec Rimac Technology pour ses batteries haute tension Gen6. Un partenariat stratégique pour la Neue Klasse, avec un clin d'œil aux débuts de Mate Rimac... sur une BMW. BMW Group officialise un partenariat avec Rimac Technology pour le développement et la production de systèmes de batteries haute tension destinés à ses futurs modèles électriques. Cette collaboration concerne notamment la prochaine génération de véhicules basée sur l'architecture Neue Klasse, appelée à structurer la gamme électrique du constructeur dans les années à venir. Les modules de batteries seront produits par Rimac en Croatie avant d'être intégrés dans les chaînes d'assemblage BMW, notamment pour

des modèles haut de gamme comme la future BMW i7.

### Une technologie au cœur de la stratégie électrique

Ce partenariat porte sur la nouvelle génération de batteries Gen6, reposant sur des cellules cylindriques lithium-ion. BMW annonce une évolution significative en matière de densité énergétique, d'autonomie et de vitesse de recharge. Au-delà des performances, l'enjeu est industriel : BMW cherche à sécuriser ses approvisionnements et à accélérer le déploiement de ses technologies électriques, dans un contexte de concurrence accrue sur le marché des véhicules à batterie. Cependant, rappelons que BMW ne mise pas uniquement sur l'option

BEV (Battery Electric Vehicle) et que la plateforme Neue Klasse est également adaptée pour la technologie de la pile à combustible à hydrogène, qui équipera notamment le prochain BMW X5. Rimac Technology s'impose progressivement comme un fournisseur de référence pour les systèmes de batteries, d'électronique de puissance et de groupes motopropulseurs électriques. L'entreprise croate collabore déjà avec plusieurs constructeurs premium - Porsche, Lamborghini, entre autres - et renforce ici son rôle dans la chaîne de valeur automobile européenne. Cette coopération illustre une tendance de fond : les constructeurs historiques s'appuient de plus en plus sur des partenaires spécialisés pour des composants stratégiques.

Ce rapprochement revêt également une dimension particulière pour l'homme qui a conçu la voiture de série - électrique bien entendu - la plus performante du monde. Avant de fonder Rimac Automobili, Mate Rimac (lire son interview ici) s'est fait connaître en transformant une BMW Série 3 E30 en voiture électrique dans son garage. Ce projet artisanal, né après la défaillance du moteur thermique de son véhicule, marque le point de départ de son parcours dans l'électromobilité. Aujourd'hui, non seulement Mate Rimac dirige sa propre marque et Bugatti au sein du Groupe Volkswagen, mais son entreprise fournit également des technologies à BMW elle-même, bouclant symboliquement la boucle.

### Un repositionnement industriel en cours

Avec ce partenariat, BMW confirme son approche consistant à combiner développement interne et collaborations ciblées. Si la marque conserve la maîtrise de l'intégration et de l'architecture globale, elle externalise une partie des composants clés. Un choix qui reflète l'évolution du secteur automobile, où la compétitivité repose de plus en plus sur la capacité à intégrer des technologies développées en dehors des constructeurs traditionnels. Une approche qui permet de réduire les coûts de développement tout en accélérant le processus d'évolution des technologies et composants. Une manière efficace de répondre à la puissance industrielle et technologique de la Chine, notamment.

Mots fléchés

Changement d'état	Ensemble de cris poussés par la foule	Sillon	Petit chapeau breton	Formation de combat	Lustrer	Esches animales
Repas léger				Entrée asiatique		Bedaine
					Petit grain de chapelet	
					Retranche	
Tératopages	Département français	Petit os	Embrasse			
				Aubes		
				Souveraine		
Intervalle musical				Signal pour appeler aux armes	On l'a dure des fois	Sport
Gringalet						
			Fils de Jacob		Longue période	
Petit poil	Conclut				Éméchés	
		Aléa	Mer disparue au profit de la culture du coton			Formé de kératine
						Alcools
						Commune normande
Ennuyât	Prénom de rois français				Résider	
	Poisson					
				Petite minute	Regret de quelqu'un	
				Demeure	Étendue d'eau	
Accumulation		Authentique			Jeu asiatique	Dieu celtique
Astiquage		Tumeur au cou			Moqueur	
				Fleuve de Sibérie	Piquée d'un condiment	
Pas encore parues	Coloré				Donnés l'existence Précédait l'ONU	
	Obligées					Stratagème
					Poèmes lyriques	
						Certain
						Isolé
Peintre français (Fernand)	Cabriole	Ligaments				Connu
		Renouveau				Fleuve africain
			Habitant un pays d'Asie			
			Un allemand			Auteur-compositeur américain (Bob)
Diffamées					Solipède	
Prison pour oiseau						
			Cité engloutie		Ministre de Henri IV	
			Passage presque à sec		Pièce de charrue	Possèdent
Rosses					Genre théâtral au Japon	Chlore
						Saint normand
						Soleil divin
Défriper	Député		Atome électriquement chargé			
					Entaille dans un objet	
				Sous-vêtement féminin		

## PÉTROLE

### Le baril de Brent légèrement sous les 100 \$

Les cours du pétrole ont repris leur mouvement haussier lundi, clôturant toutefois sous les 100 dollars. Après avoir été monté en séance jusqu'à 103,87 dollars, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, a finalement gagné 4,37% à 99,36 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, a avancé de 2,60% à 99,08 dollars.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Mercredi 15 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



## ANNABA

### Bendouda salue les efforts déployés pour classer les itinéraires augustiniens au patrimoine mondial de l'UNESCO

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a salué, mardi à Annaba, les efforts déployés pour classer les itinéraires augustiniens au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). La ministre a considéré, dans une déclaration à la presse en marge de la visite du pape Léon XIV au site archéologique d'Hippone, que cet itinéraire constitue "un projet stratégique pour l'Etat qui entend valoriser le patrimoine national, faire rayonner davantage l'éclat culturel de l'Algérie et développer le tourisme culturel en faisant de ce site une destination pour les chercheurs et les passionnés de la pensée augustinienne à travers le monde". Mme Bendouda a également souligné l'importance de "renforcer la coopération académique internationale" et de "développer la recherche et la documentation scientifique liée à cet héritage afin d'assurer sa durabilité et sa transmission aux générations futures". La ministre a confirmé l'engagement du secteur de la Culture et des Arts à poursuivre le soutien des initiatives visant à préserver le patrimoine national, à le valoriser et à en faire un levier pour le développement culturel et touristique, et une passerelle pour le renforcement du dialogue entre les civilisations et l'ancrage des valeurs de paix.

Les itinéraires augustiniens incluent les sites archéologiques d'Hippone, dans la wilaya d'Annaba ainsi que ceux de Taghaste et de Madaure, dans la wilaya de Souk Ahras, tous liés à la vie et à l'histoire de la personnalité de saint Augustin.

## DEUXIÈME JOURNÉE DU PAPE LÉON XIV EN ALGÉRIE

### Dialogue, mémoire et ouverture

Par Réda Hadi

La visite du pape Léon XIV en Algérie s'est poursuivie, ce mardi, avec une deuxième journée marquée par une intensification des rencontres institutionnelles, culturelles et religieuses. Après une première journée consacrée aux salutations officielles et à la prise de contact avec les autorités du pays, le souverain pontife a entamé un programme dense, placé sous le signe du dialogue interreligieux, de la mémoire historique et de la promotion du vivre-ensemble. Lors des discussions avec des responsables, Le Pape a souligné l'attachement du peuple algérien aux principes de tolérance et de coexistence, soulignant que « ces valeurs constituent aujourd'hui un modèle précieux dans un monde en quête de repères ». La dimension interreligieuse a occupé une place centrale dans cette deuxième journée. Le pape Léon XIV a ainsi participé à une rencontre avec des représentants du culte musulman, organisée dans un cadre symbolique. Cette réunion a permis d'aborder les voies de renforcement du dialogue entre les religions monothéistes, dans un esprit de respect mutuel et de compréhension. Le souverain pontife a insisté sur « la nécessité de dépasser les préjugés et de construire des



ponts entre les peuples », affirmant que « la foi, loin d'être un facteur de division, doit être une source d'unité et de solidarité ». Dans l'après-midi, le chef de l'Église catholique s'est rendu sur un site à forte portée historique, où il a rendu hommage aux figures ayant marqué les relations entre l'Algérie et le monde chrétien. Ce moment de recueillement, empreint d'émotion, a été l'occasion de rappeler les liens anciens entre les différentes communautés religieuses ayant coexisté sur le territoire algérien. Léon XIV a évoqué « une mémoire partagée, faite de moments de dialogue mais aussi d'épreuves », appelant à « tirer les leçons du passé pour bâtir un avenir commun fondé sur la paix ». La jeunesse algérienne n'a pas été en reste dans le programme de

cette journée. Le pape a rencontré un groupe de jeunes issus de différentes régions du pays, avec lesquels il a échangé sur leurs aspirations, leurs défis et leur vision de l'avenir. Dans un discours direct et accessible, il les a encouragés à « croire en leur potentiel » et à « s'engager activement dans la construction de leur société ». Il a également mis en avant le rôle crucial de l'éducation et de la culture dans la formation des citoyens de demain. Sur le plan culturel, la visite du pape a été ponctuée par une immersion dans le patrimoine algérien. Léon XIV a ainsi découvert plusieurs aspects de la richesse culturelle du pays, notamment à travers des expositions et des présentations mettant en valeur l'histoire et les traditions locales. Cette séquence a permis de mettre en lu-

mière la diversité culturelle de l'Algérie, que le souverain pontife a qualifiée de « trésor à préserver et à transmettre ».

La journée s'est achevée par une célébration religieuse organisée à l'intention de la communauté catholique présente en Algérie. Dans son homélie, le pape Léon XIV a adressé un message d'espérance et de persévérance, rappelant aux fidèles « l'importance de rester ancrés dans les valeurs de foi, de solidarité et de respect des autres ». Il a également exprimé sa gratitude pour « l'accueil chaleureux et sincère » qui lui a été réservé depuis son arrivée.

Cette deuxième journée de la visite papale en Algérie confirme ainsi la volonté du souverain pontife de placer son déplacement sous le signe du rapprochement entre les cultures et les religions. À travers ses différentes interventions, Léon XIV a multiplié les messages en faveur du dialogue, de la paix et de la coopération, dans un contexte international marqué par de nombreuses tensions.

Alors que la visite se poursuit, les observateurs soulignent déjà son importance symbolique et diplomatique. Elle témoigne d'une volonté partagée de renforcer les liens entre l'Algérie et le Saint-Siège, tout en offrant une tribune pour promouvoir des valeurs universelles.

## VISITE DU PAPE EN ALGÉRIE

### Ségolène Royal salue une « leçon d'histoire »

La présidente de l'association d'amitié « France-Algérie », Ségolène Royal, a estimé que la visite du pape Léon XIV corrige ceux qui répètent que l'Algérie n'existait avant la colonisation. Elle constitue une véritable « leçon de l'histoire », a-t-elle affirmé. Dans une publication sur le réseau social « X », l'ancienne ministre française a ajouté que les paroles du souverain

pontife doivent influencer un jour le discours officiel en France, avant qu'il ne soit trop tard. Algérie, à travers les propos du Pape Léon XIV, se profile comme un « pays avec une grande histoire, souvent douloureuse, mais surmontée avec courage et dignité ». Le pape a également souligné, rappelle Ségolène Royal que « grâce à la noblesse d'esprit qui caractérise les Algériens,

cette force demeure vivante aujourd'hui ». Ségolène Royal a indiqué qu'elle entendait poursuivre ses efforts afin de promouvoir cette lecture historique, estimant qu'elle pourrait constituer une base solide pour une réconciliation « forte et créative » entre les jeunes générations des deux rives de la Méditerranée, notamment entre la France et l'Algérie.

## MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ALGÉRIE

### Constat de l'Italian Institute for International Political Studies

L'Italian Institute for International Political Studies met en lumière, dans une analyse signée par Yahia Zoubir et Abdelkader Abderrahmane, la montée en puissance progressive mais déterminante de l'Algérie au cœur de la géopolitique méditerranéenne. Dans un contexte international marqué par l'insécurité énergétique, les recompositions stratégiques et l'instabilité chronique du Sahel, l'Algérie s'impose désormais comme un acteur pivot entre l'Europe, l'Afrique du Nord et l'espace subsaharien. Loin des caricatures d'un pays replié sur lui-même, Alger apparaît aujourd'hui comme un nœud straté-

gique incontournable, porté par une diplomatie active, une profondeur géographique unique et une doctrine d'autonomie assumée. Ce repositionnement s'est accéléré depuis 2019 et se traduit concrètement par une intensification des échanges diplomatiques. La succession récente de visites de haut niveau — européennes notamment — ainsi que la présence du pape en Algérie illustrent cette centralité retrouvée. L'Algérie n'est plus en périphérie : elle est redevenue un passage obligé. Cette capacité à dialoguer avec des acteurs multiples, sans s'aligner pleinement sur aucune puissance, constitue l'un des piliers de

son autonomie stratégique. Dans un monde de plus en plus multipolaire, cette diplomatie multi-vectorielle permet à l'Algérie de préserver sa marge de manœuvre tout en renforçant son influence. Enfin, l'analyse souligne l'importance du registre symbolique dans cette montée en puissance. À travers des initiatives culturelles, religieuses et diplomatiques, l'Algérie projette une image de pont entre les mondes, renforçant ce que les auteurs qualifient implicitement de « centralité douce ». L'Algérie, acteur majeur en Méditerranée Au total, le constat dressé par Yahia Zoubir et Abdelkader Abderrahmane est sans équi-

voque : l'Algérie est passée du statut d'acteur périphérique à celui de centre stratégique dans l'espace méditerranéen. Une évolution profonde, portée non par une logique de domination, mais par une capacité à devenir indispensable. Dans une Méditerranée fragmentée et sous tension, où les dépendances énergétiques, les défis sécuritaires et les recompositions diplomatiques s'entrecroisent, une réalité s'impose progressivement : il devient de plus en plus difficile de penser les équilibres régionaux sans compter avec l'Algérie.

R.N.

Publicité

Pour infos



**Séminaire**  
29 & 30 avril 2026  
Hôtel Naya Bab Ezzouar

Pour inscriptions



## Économie Circulaire et Gestion des Déchets à la faveur de la Loi 25-02 du 20-02-2025

**Mr Karim OUAMANE,**  
Expert gestion des déchets  
Ancien Directeur Général  
de l'Agence Nationale  
des Déchets (AND)  
Formateur-Consultant  
en environnement,  
économie circulaire

**Mr Yassine FOUAD**  
Consultant/formateur en RH  
et Expert ISO 26.000-Fresque RSE  
Enseignant RSE-RH,  
Directeur du Cabinet de conseil  
en RH/RSE « TERENCE » Organisateur  
du Colloque annuel « IMPACTS RSE  
ALGERIE »



Tél. + 213 (0) 5 50 47 98 08  
+ 213 (0) 20 335 620  
foudad.y@terence.dz



Tél. Fax : + 213 (0) 28 91 00 60  
Mob : + 213 (0) 5 60 90 05 03  
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 20  
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 21  
mti.instdz@gmail.com